

LE MINISTRE DE L'HABITAT L'A ANNONCÉ HIER À ALGER

Le programme AADL 3 lancé le 5 juillet prochain

Le programme de l'AADL 3 sera lancé le 5 juillet prochain à partir de 17h, afin de permettre à tous les citoyens intéressés de s'inscrire sur la plateforme dédiée à cet effet. En effet, toutes les dispositions nécessaires pour réussir l'opération ont été prises par l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). P 3



INTÉGRATION DES JEUNES DANS
LE PROCESSUS DE
DÉVELOPPEMENT

La présidente du CNESE valorise depuis Malte les efforts de l'Algérie

La présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rabia Kherfi, a valorisé à Malte, lors du Sommet euro-méditerranéen annuel des conseils économiques et sociaux et institutions similaires, les efforts de l'Algérie dans l'intégration des jeunes, affirmant que l'Algérie considère sa jeunesse comme un "partenaire à part entière" dans le processus de développement socioéconomique et la prise de décisions, indique hier le Conseil dans un communiqué.

P 2

INDUSTRIE DU CUIR ET TEXTILES

La production du secteur public en hausse

Le secteur des industries du cuir et du textile est en pleine expansion, et assure autant de postes d'emploi que tout autre secteur pour répondre aux besoins du pays. Le secteur est en plein essor, au point où l'exportation est un but fixé que l'on peut atteindre, sachant que les besoins nationaux sont couverts majoritairement. C'est en quelques sorte les propos encourageants tenu par le directeur de l'unité « industrie du cuir » affiliée au Complexe général du textile et du cuir « Getex ».

P 3

INVESTISSEMENT ET GESTION
DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Le satisfecit du CREA

Près de 240 assiettes foncières ont été attribuées sur les 400 existantes, récupérées grâce au premier inventaire effectué après la mise en place de l'Agence du Foncier Industriel. Pendant longtemps, le foncier industriel a constitué un obstacle majeur pour les investisseurs en Algérie, freinant le développement économique du pays. Face à cette situation, le gouvernement a entrepris une révision complète du cadre réglementaire et juridique, en promulguant des lois mieux adaptées aux besoins actuels. « Aujourd'hui, les investisseurs ont une vision claire et précise de la situation », a déclaré Ali Oumellal, directeur général du Renouveau Économique Algérien (CREA).

P 5

ENCADREMENT DU HADJ
**L'Algérie remporte
le prix de l'excellence
«Labeitom»** P 4

PÉTROLE
**Le Brent à plus
de 85 dollars à Londres** P 5

ENVIRONNEMENT
**La pollution aérienne
est de plus en plus
meurtrière** P 5

MÉDÉA

Un incendie dans une usine de plastique à Berrouaghia vite maîtrisé

Un incendie s'est déclaré, mercredi, tôt le matin, au niveau d'une usine de fabrication de plastique, sise à la zone d'activité de Berrouaghia, à l'est de Médéa, et a été vite maîtrisé par les équipes d'intervention de la Protection civile dépêchées sur le lieu du sinistre, a indiqué un communiqué de ce corps constitué. Le feu s'est déclenché vers 4 heures du matin dans une aire de stockage de l'usine de fabrication de plastique et de polystyrène située dans la zone d'activité de "Chorfa", à la périphérie ouest de la ville de Berrouaghia, a précisé la Protection civile. Le déploiement de plusieurs équipes d'intervention issues des unités de la Protection civile de Si-Mahdjoub, Benchicao, Berrouaghia, appuyées par l'unité d'intervention principale de Médéa, a permis de circonscrire l'incendie et d'éviter sa propagation au reste de l'usine, a-t-on ajouté. Un stock de plastique et de polystyrène a été endommagé suite à cet incendie dont l'enquête déterminera l'origine, a conclu le communiqué de la Protection civile.

INTÉGRATION DES JEUNES DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT

La présidente du CNESE valorise depuis Malte les efforts de l'Algérie

La présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rabia Kherfi, a valorisé à Malte, lors du Sommet euro-méditerranéen annuel des conseils économiques et sociaux et institutions similaires, les efforts de l'Algérie dans l'intégration des jeunes, affirmant que l'Algérie considère sa jeunesse comme un "partenaire à part entière" dans le processus du développement socioéconomique et la prise de décisions, indique hier le Conseil dans un communiqué.

Par RE

Lors de sa participation à la première séance du Sommet (18-19 juin), à la tête d'une délégation du Conseil, consacrée à "l'implication des jeunes dans les processus participatifs du monde du travail", Mme Kherfi a souligné "les efforts de l'Algérie dans l'intégration des jeunes dans le développement socioéconomique du pays", soulignant que l'Algérie considère sa jeunesse comme un "partenaire à part entière et actif dans les processus du développement socioéconomique". Dans ce cadre, la présidente du CNESE a mis en avant "le climat propice en Algérie, caractérisé par la mise en place de politiques intégrées visant à promouvoir l'entrepreneuriat, y compris la création d'un ministère chargé de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises en 2020, ainsi que l'élaboration d'un nouveau cadre juridique pour la profession libérale en vue de faciliter aux jeunes l'exercice des activités économiques dans les domaines de l'économie de la connaissance, de l'innovation et de la numéri-

sation. Il s'agit, en outre, de la création de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE), de la création du Fonds national de soutien des start-up, ainsi que d'un réseau d'incubateurs pour les jeunes porteurs de projets dans les universités et à travers tout le territoire national. Quant au domaine économique, les pouvoirs publics œuvrent constamment à "créer un environnement favorable à l'investissement et à réunir les conditions adéquates pour réaliser une croissance forte et novatrice avec un taux d'emploi élevé", selon la présidente du CNESE. Au volet politique, l'État a pris des mesures "pour renforcer la participation des jeunes à la prise de décisions dont l'abaissement de l'âge légal pour se porter candidat aux élections législatives, de 28 ans à 25 ans en 2021, la création du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) en 2022 et de l'Observatoire nationale de la société civile (ONSC) en tant qu'espaces de jeunes par excellence", a rappelé Mme Kherfi, soulignant que le CNESE "compte un grand nombre de jeunes et de représentants d'associations de jeunesse, ce qui traduit l'attache-

ment de l'Algérie à soutenir la participation des jeunes dans tous les domaines". Evoquant les mesures décidées pour la prise en charge de la frange des jeunes sur le plan social, la présidente du CNESE a souligné "l'importance de l'éducation et de l'enseignement pour l'autonomisation économique des jeunes, d'autant que l'Etat assure l'enseignement gratuit dans tous les cycles d'enseignement, d'apprentissage et de formation professionnelle". Elle a, également, insisté sur l'importance du facteur économique pour la promotion des jeunes, en tant que partenaire dans la réalisation du développement, appelant "tout un chacun à participer à la réalisation d'un développement qui se base sur la gestion souveraine des ressources du pays, tout en respectant le droit international et les relations fondées sur les valeurs de paix et de prospérité, outre le droit des peuples à une vie digne et décente". Les participants à ce Sommet ont salué "les efforts de l'Algérie qualifiés de modèle à suivre en matière de bonnes pratiques inspirantes", conclut le communiqué.

STARTUPS

L'ASF organise une formation à l'USTHB

Le Fonds algérien des start-up (Algerian Startup Fund-ASF) a organisé une session de formation à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), pour expliquer les différents mécanismes de financement et la méthode d'inscription sur la plateforme ASF.DZ, a indiqué, mercredi, un communiqué de l'université. Cette session de formation qui s'inscrit dans le cadre de l'ac-

compagnement permanent des start-up, a été animée par des experts de l'ASF au profit des membres de la commission d'accompagnement des incubateurs dans les spécialités de la comptabilité et des techniques bancaires, outre les spécialités de la finance. Lors de cette session, organisée la semaine dernière, les experts ont expliqué les différents mécanismes de financement notamment le mécanisme de l'ASF et

informé l'ensemble des commissions des incubateurs sur les méthodes d'élaboration du plan de charge du Fonds (fiche technique et économique), en plus de la méthode d'inscription sur la plateforme ASF.DZ afin de former les étudiants porteurs de projets et ceux détenteurs d'un label. A noter que cette session de formation s'est déroulée en présence du recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche, du Directeur gé-

néral de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), Mohamed Bouhicha, et du président de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, Ahmed Mir, ainsi que de cadres de la DGRSDT et du Directeur général de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (Anvredet), Rabah Fraga.

TIZI-OUZOU

Deux auteurs d'un homicide volontaire écroués

Deux (02) individus, auteurs d'un homicide volontaire commis sur un jeune de 28 ans, ont été arrêtés mercredi matin à Béni-Yenni, au Sud de Tizi-Ouzou, par les services de la gendarmerie nationale, rapporte un communiqué du commandement local de ce corps. Les deux individus, un père et son fils, qui seront présentés devant les instances judiciaires après finalisation de l'en-

quête, ont été identifiés et confondus de leur crime par des extraits de vidéos d'une caméra de surveillance appartenant à un citoyen dont l'habitation est proche du lieu du crime. Alertée par téléphone mercredi à 1h50 du matin, pour un accident de la circulation au village Ath Lahcene, les éléments de la brigade de gendarmerie de Béni-Yenni ont découvert, aux alentours du lieu du drame, plusieurs in-

dices qui les ont conduit aux deux suspects. Il s'agit de tâches de sang jonchant la bordure de la route à 150 mètres de la camionnette renversée et d'un objet percutant en fer, également taché de sang, qui a servi à assainir des coups à la victime. La victime a été d'abord tabassée et poignardée par les deux individus qui lui avaient barré la route avec leur véhicule. Il ont ensuite poussé la camionnette de la victime

dans un petit ravin au bord de la route pour faire croire à un accident de la circulation. Confondus par les images de la vidéo et un témoin, de leur forfait, les deux compères arrêtés à leur domicile à 04h du matin, ont reconnu leur crime, arguant une vengeance contre la victime pour une agression sur leurs personnes, il y a quelques mois.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE MINISTRE DE L'HABITAT L'A ANNONCÉ HIER À ALGER

Le programme AADL 3 lancé le 5 juillet prochain

Le programme de l'AADL 3 sera lancé le 5 juillet prochain à partir de 17h, afin de permettre à tous les citoyens intéressés de s'inscrire sur la plateforme dédiée à cet effet. En effet, toutes les dispositions nécessaires pour réussir l'opération ont été prises par l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

Par Sirine R.

«**A**ADL 3 fera l'objet d'une nouvelle créativité urbaine et architecturale afin d'embellir l'urbanisme et humaniser davantage les pôles urbains et les villes prévus, à travers l'implication de tous les acteurs dans le but d'améliorer le cadre de vie du citoyen», a affirmé, ce mercredi, le ministre de l'Habitat, de la Ville et de l'Urbanisme, Mohamed-Tarek Belaribi, lors de l'inauguration du nouveau siège de l'AADL à Saïd-Hamdine, à Alger. Il a rappelé, à ce titre, les efforts consentis pour préparer le lancement de l'AADL 3 en veillant à la disponibilité des assiettes foncières dans toutes les wilayas concernées.

Belarbi a précisé qu'en prévision de l'ouverture des inscriptions au programme AADL 3, le 5 juillet prochain à partir de 17h00, le décret exécutif 01-105 fixant les conditions et les modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente, de logements réalisés sur fonds publics a été actualisé et sera publié au Journal officiel dans les prochains jours.

Pour rappel, le Gouvernement a examiné, le 12 juin, lors d'une réunion présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, un projet de décret exécutif modifiant et complétant les conditions et les modalités d'acquisition des logements publics réalisés dans le cadre de la location-vente, permettant une gestion optimale de l'opération, en application des décisions prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'ouverture des inscriptions au programme AADL3 à



partir du 5 juillet prochain.

«Dans le cadre de la mise en œuvre des décisions prises par Monsieur le président de la République lors de sa visite dans la wilaya de Khenchela, en date du 30 mai 2024, relatives à l'ouverture des inscriptions au programme AADL3 à partir du 5 juillet 2024, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif modifiant et complétant les conditions et les modalités d'acquisition des logements publics réalisés dans le cadre de la location-vente», a précisé un communiqué des services du Premier ministre.

«Ce projet de texte vise à garantir une gestion optimale du processus du bénéfice de ces logements, depuis l'enregistrement de la demande via la plateforme électronique jusqu'au transfert de la propriété du loge-

ment au bénéficiaire», a ajouté la même source. Le ministre a précisé, dans ce sens, que l'actualisation du décret permettra le versement de l'apport initial des bénéficiaires en cinq (5) tranches au lieu de quatre (4) précédemment et la prolongation du délai de versement du montant restant du prix du logement à 30-35 ans, selon le cas, au lieu de 25 ans, en tenant compte du niveau de revenu des souscripteurs et de leurs conjoints. M. Belaribi a, en outre, fait savoir que les inscriptions au programme AADL 3 et la gestion des dossiers de souscription jusqu'à la remise des clés se feront via la plateforme électronique, citant, par ailleurs, une mesure au profit des bénéficiaires âgés, permettant de faciliter le paiement des tranches restantes du prix du logement. Le ministre a affirmé que l'inscription au programme AADL 3 sera 100% numérisée et se fera à l'aide du numéro d'identification national et du numéro de sécurité sociale. Le programme AADL 3 est «un nouveau défi que nous comptons relever en mettant les moyens et en misant sur la numérisation», a dit M. Belaribi, insistant sur le nouveau cachet urbanistique et architectural qui sera conféré à ce programme de logements dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Tous les points relatifs à ce programme ont été étudiés et des correspondances ont été adressées aux walis pour la mise à disposition des assiettes foncières, ce qui permettra de lancer les projets dans les meilleurs délais, a précisé le ministre. En outre, le ministre de l'Habitat a annoncé que 67.000 logements seront distribués le 5 juillet 2024.

CHLEF
Collecte de plus de 7.900 peaux de moutons durant l'aïd

Plus de 7.900 peaux de moutons collectées à l'occasion de l'Aïd El Adha ont été transférées au Centre d'enfouissement technique des déchets (CET) de Mekkassa (wilaya de Chlef), a-t-on appris, mercredi, de responsables de cet établissement. Selon le directeur du CET, Mahmoud Adane, l'établissement a reçu 7.947 peaux de moutons sacrifiées à l'occasion des fêtes de l'Aïd El Adha. Elles sont actuellement soumises au tri sélectif en vue de leur acheminement vers la tannerie d'El Amria à Ain Temouchent. Jusqu'à l'heure, 3.162 pièces aptes à être transformées ont été triées et transférées vers la tannerie d'El Amria, au moment où plus de 4.700 autres unités sont en cours de tri en vue de leur transfert ultérieur. M. Adane s'est félicité, à ce titre, de l'adhésion notable des citoyens à la campagne de collecte des peaux des bêtes du sacrifice et du respect des conditions de leur conservation. «Un fait qui facilitera leur traitement et tri et évitera leur altération au regard de la fragilité de ce matériau», a-t-il expliqué. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés par les services du CET de Chlef, en coordination avec les autorités locales et différents organismes pour la réussite de cette campagne qui s'est déroulée à travers 25 points de collecte, selon la même source.

INDUSTRIE DU CUIR ET TEXTILES

La production du secteur public en hausse

Le secteur des industries du cuir et du textile est en pleine expansion, et assure autant de postes d'emploi que tout autre secteur pour répondre aux besoins du pays. Le secteur est en plein essor, au point où l'exportation est un but fixé que l'on peut atteindre, sachant que les besoins nationaux sont couverts majoritairement. C'est en quelques sorte les propos encourageants tenu par le directeur de l'unité «industrie du cuir» affiliée au Complexe général du textile et du cuir «Getex».

En effet, ce responsable qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale «Chaîne I» radio nationale a révélé un développement remarquable des capacités de production liées à l'industrie du textile et du cuir en Algérie, tout en précisant notant que les produits «Getex» couvrent désormais entre 18 et 23 % des besoins du mar-

ché national, et 100 pour cent des besoins du secteur militaire et paramilitaire en Algérie.

En effet, ce secteur est en ce moment en plein essor, et selon des informations, le secteur du textile dispose d'une main-d'œuvre qualifiée et les prix des produits sur le marché sont de plus en plus compétitifs.

En effet, l'intervenant a souligné l'importance de la branche textile et cuir du complexe «Getex», sur laquelle le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique s'appuie grandement pour contribuer à la diversification de l'économie nationale et à la création d'opportunités d'emploi, notant que l'Algérie est parvenue à l'autosuffisance en cuir, puisque le pourcentage de production de cuir a atteint 90 pour cent.

Pour cela le Complexe GETEX a élaboré une feuille de route sous la super-

vision du Ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, afin de développer le domaine du textile et du cuir, ce qui a été clairement démontré par l'acquisition de nouvelles machines conformément au plan de développement, dont ont bénéficié toutes les branches du complexe, ce qui a permis d'augmenter les capacités de production dans l'industrie du textile et du cuir.

Il a révélé que la production de chaussures en Algérie atteint 3 millions de chaussures par an. Quant à la production de gants, le complexe peut désormais produire 100 000 gants par an, et pour les vêtements en cuir, son volume de production a atteint 30 000 par an.

D'autre part, concernant la campagne de collecte des peaux sacrificielles lancée il y a quatre ans par le ministère de l'Industrie et de la Production phar-

maceutique, celui-ci a confirmé que cette campagne comporte une dimension économique et environnementale, notant que ce ministère a tenu à utiliser de manière optimale toutes les capacités pour en faire un succès, des mois avant l'Aïd al-Adha.

Il a révélé que «pour la première fois, des centres techniques de remblayage répartis dans 22 wilayas ont été impliqués dans la campagne, car ces centres ont supervisé la collecte des peaux et les ont ensuite salées dans des endroits spéciaux, afin que toutes les peaux récupérées soient ensuite dirigées vers une fabrique. Spécialisée dans la transformation afin de les exporter ou de les transférer aux usines nationales.

À cet égard, il a indiqué qu'il y a des consultations avec des entreprises italiennes pour conclure un accord de partenariat dans le domaine du cuir et du textile.

USA

Le déficit va grimper d'ici 2034 mais l'immigration gonflera le PIB

Le déficit budgétaire des Etats-Unis devrait grimper plus que prévu au cours des dix prochaines années, poussé notamment par les coûts des intérêts de la dette, tandis que l'immigration devrait gonfler le PIB de 8.900 milliards de dollars sur la période. Pour la seule année 2024, le déficit est attendu à 1.900 milliards de dollars, selon les prévisions actualisées publiées mardi par le Bureau du budget du Congrès (CBO), organisme indépendant chargé de fournir au Congrès américain des analyses budgétaires et économiques. Cela représente 400 milliards de dollars supplémentaires par rapport à ses précédentes prévisions, publiées en février. En cumulé sur la période 2025-2034, ce sont 2.100 milliards de dollars de déficit supplémentaires qui sont anticipés par rapport à février, portant le déficit budgétaire à 24.000 milliards de dollars au total, du jamais-vu. Au cours des dix prochaines années, la hausse des dépenses devrait être tirée par la croissance des intérêts de la dette, ainsi que par les coûts liés au vieillissement de la population. Par conséquent, la dette, qui représentera 99% du produit intérieur brut (PIB) fin 2024, devrait atteindre 112% d'ici 2034, moins cependant que les 116% attendus lors des prévisions de février. Et la dette coûte de plus en plus cher, en raison de son gonflement et des taux d'intérêts qui restent très élevés.

ENCADREMENT DU HADJ

L'Algérie remporte le prix de l'excellence «Labeitom»

L'Algérie a remporté, mardi à la Mecque, le prix "Labeitom" pour l'excellence des services rendus aux pèlerins dans la catégorie des Grands bureaux des affaires du Hadj en matière d'encadrement de l'opération du Hadj, et ce lors de la cérémonie de clôture de la saison du Hadj tenue en présence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, et du Directeur général de l'Office national du Pèlerinage

et de la Omra (ONPO), Salah Bouterfa. "Les efforts de l'Algérie en matière d'encadrement de l'opération du Hadj ont été couronnés par le grand prix "Labeitom", qui constitue un nouvel exploit pour notre pays", a indiqué M. Belmehdi dans une déclaration à la presse. "Nous sommes, grâce à Dieu, parmi les meilleures délégations notamment dans la catégorie pour laquelle nous avons décroché ce prix. Toutes nos félicitations à

nos frères qui ont contribué à cet exploit et pour ces efforts bénis ainsi qu'à tous les secteurs ayant participé à la préparation de l'opération du Hadj et à tous les membres de la mission du Bureau des affaires des pèlerins algériens. Félicitations à tous et à davantage de succès et de réussite inshallah", ajoute le ministre. Il a également affirmé que la mission redoublera d'efforts pour la prochaine saison et ce "dès aujourd'hui inshallah".

RAPPORT

La grippe aviaire témoigne d'un monde pas assez préparé à de futures pandémies

La hausse des cas de grippe aviaire chez des mammifères dans le monde, y compris les bovins aux Etats-Unis, constitue un avertissement sérieux sur l'insuffisante préparation mondiale face à de futures pandémies, selon un rapport publié mardi, qui exhorte à agir rapidement. Plus de quatre ans après le début de la pandémie de Covid-19, les dirigeants politiques "pêchent par négligence" en n'agissant pas assez pour éviter une répétition d'une telle crise, selon ce rapport d'experts internationaux copiloté par l'ex-Première ministre néo-zélandaise Helen

Clark et l'ex-présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf. Après deux ans d'âpres marchandages, les 194 pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont prolongé d'un an, début juin, leurs négociations sur un accord mondial de prévention des pandémies. Sur la grippe aviaire, l'OMS a appelé la semaine dernière à renforcer le réseau mondial de détection du H5N1, qui peut infecter un grand nombre d'espèces animales. Les experts s'inquiètent du nombre grandissant de mammifères touchés et craignent qu'une forte circulation ne facilite une mutation du vi-

rus qui lui permettrait de passer d'un humain à un autre. "Si le H5N1 commençait à se propager d'une personne à l'autre, le monde serait probablement à nouveau submergé", a déclaré lors d'une visio-conférence de presse Helen Clark, ancienne coprésidente d'un groupe indépendant consultant l'OMS sur la préparation à une pandémie. Cela pourrait même être "potentiellement plus désastreux que le Covid", a-t-elle alerté. Car "nous ne sommes pas suffisamment équipés pour arrêter les épidémies avant qu'elles ne se propagent davantage", a-t-elle affirmé.

CHINE

Le FMI ouvre un centre régional à Shanghai

Le Centre régional du Fonds monétaire international (FMI) à Shanghai a officiellement ouvert ses portes mercredi, selon un communiqué publié sur le site de la Banque populaire de Chine (BPC). Le centre à Shanghai constitue un des centres régionaux établis par le FMI pour renforcer l'engagement et la coopération avec les économies de l'Asie-Pacifique. Ce centre est appelé "à mener des recherches pertinentes dans les domaines d'intérêt pour les marchés émergents et les

pays à revenu intermédiaire", selon la même source. Il vise également "à fournir un soutien ciblé au renforcement des capacités pour ces économies, ainsi qu'à sauvegarder la stabilité financière régionale et mondiale". Lors de la cérémonie de lancement du centre, le gouverneur de la BPC, Pan Gongsheng, a déclaré que ce centre approfondirait la coopération entre le FMI et la Chine et renforcerait les échanges et la coopération en matière de politiques macroéconomiques parmi les pays de l'Asie-

Pacifique. Ce centre soutiendrait aussi la stabilité financière régionale et mondiale, a-t-il encore mentionné. "Je salue cette initiative importante d'établir le centre régional à Shanghai avec la BPC", a indiqué, de son côté, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, notant que cette structure "renforcerait l'engagement du FMI dans la région dynamique de l'Asie-Pacifique, approfondirait sa compréhension des perspectives des pays membres et promouvoir la coopération économique".

NASA

Retour sur Terre à partir du 26 juin pour le vaisseau Starliner de Boeing

Le vaisseau Starliner, amarré à la Station spatiale internationale (ISS) depuis le 6 juin, doit revenir sur Terre à partir du 26, ont indiqué mardi des responsables de l'agence spatiale (Nasa) et l'avionneur américain. Le séjour dans l'ISS des deux astronautes véhiculés par Starliner devait durer huit jours mais a été prolongé en raison de problèmes de propulseurs et de fuites d'hélium. Cette toute première mission avec équipage de Starliner vise à démontrer que ce véhicule est sûr pour commencer ses opérations régulières de taxi spatial. Lors d'une conférence de presse, des responsables ont indiqué mardi que les deux astronautes ne rentreront pas sur Terre avant le 26 juin. Selon Mark Nappi, de Boeing, les propulseurs ont désormais "un bon niveau de performance" et "les fuites sont stabilisées et moins importantes". Le vaisseau avait décollé de Floride le 5 juin, avec des années de retard et plusieurs reports de dernière minute. Si tout va bien, il quittera donc l'ISS le 26 juin à 02h10 GMT pour un atterrissage prévu au Nouveau-Mexique, dans le sud-ouest des Etats-Unis, à 08h51 GMT. Son bouclier thermique devra résister à une chaleur externe pouvant grimper jusqu'à environ 1.650 C.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 19 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Juin 2024

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة		المنتجات
	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
Légumes frais	Pomme de terre	85	93	77	البطاطا
	Tomate	88	100	75	الطماطم
	Oignon sec	64	73	55	البصل الجاف
	Ail sec	395	456	335	الثوم الجاف
	Ail vert	127	144	110	الثوم الأخضر
	Carotte	77	85	68	الجزر
	Navet	167	179	155	لفت
	Poivron	142	158	126	الفلفل الأخضر
	Piment	166	186	146	الفلفل الحار
	Courgette	109	121	96	الكوسة
	Haricot vert	260	280	239	الفاصولياء الخضراء
Laitue	148	162	135	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	447	565	329	التفاح المحلي
	Datte	570	705	435	التمر
	Melon	115	129	101	البطيخ الأصفر
	Pastèque	91	103	79	البطيخ الأحمر
	Banane	323	339	307	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1712	1843	1581	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	345	357	333	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)

INVESTISSEMENT ET GESTION DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Le satisfecit du CREA

Près de 240 assiettes foncières ont été attribuées sur les 400 existantes, récupérées grâce au premier inventaire effectué après la mise en place de l'Agence du Foncier Industriel. Pendant longtemps, le foncier industriel a constitué un obstacle majeur pour les investisseurs en Algérie, freinant le développement économique du pays. Face à cette situation, le gouvernement a entrepris une révision complète du cadre réglementaire et juridique, en promulguant des lois mieux adaptées aux besoins actuels. « Aujourd'hui, les investisseurs ont une vision claire et précise de la situation », a déclaré Ali Oumellal, directeur général du Renouveau Économique Algérien (CREA).

Par Mourad A.

Il a également souligné l'importance de la récente décision gouvernementale visant à abaisser les taux d'intérêt bancaires, élevés (entre 8,5 % et 9 %). Selon lui, cette mesure est cruciale pour accroître la compétitivité des entreprises et favoriser un environnement économique plus dynamique et attractif. S'exprimant sur les ondes de la chaîne III de la radio nationale, Ali Oumellal a expliqué que de nombreux terrains déjà attribués n'avaient pas vu de projets se concrétiser en raison d'un dispositif réglementaire et juridique désorganisé. Cependant, des initiatives récentes du gouvernement visent à résoudre cette problématique en réorganisant les priorités et en introduisant une cohérence dans la gestion du foncier industriel. « Aujourd'hui, cinq textes réglementaires, dont des décrets adoptés sous l'impulsion du président de la République, fournissent aux investisseurs une meilleure visibilité et une structure claire », a-t-il ajouté. Il a également évoqué les résultats probants suite à la création de trois agences dédiées : l'Agence du Foncier Urbain, l'Agence du Foncier Touristique et l'Agence du Foncier Industriel. « Ces agences ont permis un inventaire exhaustif des terrains disponibles », a-t-il déclaré. En outre, la dissolution de la Société de Gestion Immobilière a révélé un potentiel foncier inexploité, avec 400 assiettes disponi-

bles. De plus, L'introduction d'une plateforme numérique pour la gestion foncière représente un acquis majeur, garantissant transparence, rapidité et équité dans les procédures. Cette plateforme permet à tout investisseur de déposer des recours dans des délais bien définis, renforçant ainsi la confiance dans le système. Le Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA), partenaire clé de l'AAPI et de l'écosystème économique, joue un rôle crucial en collectant et en relayant les difficultés rencontrées par les investisseurs. « L'AAPI suit chaque projet d'investissement dans sa globalité, tandis que le CREA rapporte les doléances des investisseurs », a expliqué Ali Oumellal. Il a également souligné l'importance des zones franches comme nouvel outil stratégique pour dynamiser l'économie. La première zone franche à Tindouf a été récemment actée par décret, facilitant l'installation des entreprises avec des exonérations fiscales quasi totales. Trois autres zones sont en cours d'aménagement à El Tarf, Tébessa et Djen Djen, soutenant la création de nouvelles entreprises.

En matière de financement, le responsable a révélé que le gouvernement a pris des mesures pour abaisser les taux d'intérêt bancaires afin de réduire les coûts d'investissement et d'améliorer la compétitivité des entreprises. Cette baisse imminente des taux, annoncée par le ministre des Finances, est perçue comme une mesure

cruciale pour favoriser les exportations. Les entreprises publiques, quant à elles, font l'objet d'un projet de restructuration, tandis que la loi sur l'investissement de 2022 encourage la dépénalisation de la gestion, libérant ainsi l'initiative dans le secteur public. Cette loi a attiré près de 150 investissements étrangers, directs ou en partenariat, et a contribué à une relance économique avec un taux de croissance supérieur à 4,3 %. Ali Oumellal a également mentionné les modes alternatifs de financement, tels que les sociétés de capital-investissement et la dynamisation de la bourse, apportant de nouvelles opportunités.

La récente introduction du CPA en bourse, suivie bientôt par la BDL, est un signe prometteur de levées de fonds accrues. Enfin, dans le secteur du tourisme, le même responsable a évoqué l'accord majeur signé entre le CREA et les opérateurs touristiques. Cet accord vise à promouvoir des offres attractives.

Le site Algeria Invest, relevant de l'Office National du Tourisme, sera réactivé, accompagné d'une campagne médiatique pour stimuler l'investissement touristique. Ali Oumellal a précisé que le CREA continue également de soutenir le pouvoir d'achat des Algériens en initiant des opérations citoyennes, démontrant ainsi son engagement à renforcer l'économie nationale et améliorer la qualité de vie des citoyens.

UNIVERSITÉ 20 AOÛT 1955 DE SKIKDA

Signature d'une convention de partenariat avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels

Une convention de partenariat a été conclue entre l'université 20 août 1955 de Skikda et la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels, apprend-on mercredi auprès de cette direction. Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de suivi de la formation et de l'enseignement professionnels de cette direction, Abdelhak Deraoui, a indiqué que la convention vise à "trouver des mécanismes opérationnels de soutien et d'accompagne-

ment des inventeurs et à mettre en place des mécanismes de travail reliant l'incubateur des affaires, le centre de développement de l'entrepreneuriat de l'université et la maison de l'accompagnement et de l'insertion des stagiaires et diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels". La convention "garantit l'échange des expériences scientifiques et techniques entre les enseignants du secteur de la formation professionnelle et leurs

pairs de l'université, l'exploitation des documents et laboratoires de l'université de Skikda et la fusion entre l'enseignement académique et la formation et de l'enseignement professionnels", est-il précisé. L'objectif de la convention est d'assister fonctionnaires, travailleurs, étudiants et stagiaires à développer leurs potentialités, acquérir des compétences et connaissances de perfectionnement de leur niveau, d'encourager et d'accompagner les projets des diplômés

du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels au sein de l'incubateur des affaires et du centre de développement de l'entrepreneuriat de l'université en coordination avec la maison de l'accompagnement et de l'insertion des stagiaires et diplômés du secteur de la formation professionnelle. La mise en œuvre de la convention débutera après la constitution prochaine des commissions communes entre les deux parties, a-t-on conclu.

AMÉNAGEMENT DES PLAGE

Près de 300 millions DA mobilisés à Tlemcen

Une enveloppe financière de près de 300 millions DA a été allouée pour l'aménagement des plages de la wilaya de Tlemcen, en prévision de la saison estivale, a-t-on appris du directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya. Benmaamar Hamouda a indiqué à l'APS, qu'il a été alloué plus de 220 millions DA par les services de la wilaya et le reste, par les communes pour l'aménagement de certaines plages autorisées à la baignade. Les travaux d'aménagement comportent l'éclairage public, le ravalement des façades, l'aménagement des routes, les ronds-points et des

sièges de la Gendarmerie nationale, de la sûreté nationale, de la protection civile et de la santé. Le même responsable a fait observer que compte tenu du flux important d'essuyants notamment vers la commune côtière de Marsa Benm'hidi, la direction du tourisme et de l'artisanat entamera prochainement la réalisation de six (6) études d'aménagement des plages, dont l'achèvement est attendu durant l'année en cours, et ce solliciter les budgets nécessaires à l'aménagement des plages, l'année prochaine. Par ailleurs, il est attendu, l'ouverture de deux nouveaux établissements hôteliers, au milieu de

la saison estivale. D'autre part, l'année 2025 verra l'ouverture d'un nombre important de ce genre de structures dans la wilaya, selon M. Benmaamar, assurant que l'opération de relance de l'investissement via la numérisation, permettra d'obtenir de bons résultats dans le domaine de l'hôtellerie. Pour ce qui est des camps d'été, la même source a déclaré que le travail est en cours pour améliorer les services offerts au niveau de sept (7) camps de la wilaya destinés aux familles. A signaler que 12 plages sont autorisées à la baignade dans la wilaya de Tlemcen, durant la saison estivale de l'année en cours.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 85 dollars mercredi à Londres

Les prix du pétrole flanchaient légèrement mercredi, de premières données hebdomadaires mitigées sur les réserves commerciales des Etats-Unis mettant fin à une série de séances haussières. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 0,25% à 85,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, cédait 0,49% à 81,17 dollars. L'API, la fédération américaine des professionnels du secteur, a fait état mardi d'une augmentation des réserves commerciales de brut d'environ 2,3 millions de barils par jour pour la semaine achevée le 14 juin, et d'une diminution de près de 1,1 million de barils par jour pour l'essence. Ces chiffres sont "mitigés en raison d'une augmentation modeste, mais plus forte que prévu, de la production de brut, qui est partiellement compensée par des réductions des stocks d'essence", commentent des analystes. Les investisseurs attendent désormais la publication du rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur l'état des stocks de pétrole.

ENVIRONNEMENT

La pollution aérienne est de plus en plus meurtrière

La pollution de l'air, en intérieur comme en extérieur, tue de nombreuses personnes dans le monde, y compris des enfants, et est désormais plus meurtrière que le tabagisme, selon un rapport publié mercredi sous l'égide du Fond des Nations unies pour l'enfance (Unicef). "Plus de huit millions de personnes, dont 700.000 enfants de moins de cinq ans, sont décédées en 2021 pour des raisons liées à la pollution de l'air", selon ce travail réalisé par les scientifiques de l'institut américain Health Effects Institute. Ces résultats se basent sur le Global Burden Disease, une gigantesque base où remontent les données de plus de 200 pays. Il n'a toutefois pas fait l'objet d'une publication dans une revue scientifique. Au niveau de mortalité rapporté par les chercheurs, l'exposition à la pollution aérienne représenterait désormais une menace supérieure au tabagisme ou à une mauvaise alimentation. Dans la plupart des cas, les morts liées à la pollution aérienne sont associées à l'inhalation de particules fines dites PM2,5, de moins de 2,5 microns de diamètre. Elles sont connues pour favoriser de nombreuses pathologies: cancer du poumon, maladies cardiovasculaires, diabète, notamment. Les auteurs du rapport soulignent le rôle de plus en plus meurtrier de la pollution à l'ozone, alimentée par des épisodes liés au réchauffement climatique. En ce qui concerne la mortalité infantile, toutefois, c'est d'abord l'usage en cuisine de combustibles problématique - charbon, bois... - qui est en cause, notamment en Asie et Afrique.

CHLEF

12 projets de travaux d'intérêt public pour le secteur de la solidarité

Douze projets ont été destinés au secteur de la solidarité dans la wilaya de Chlef dans le cadre du dispositif de Travaux d'Utilité Publique à Haute Intensité de main d'Ouvre (TUP-HIMO) pour l'exercice 2024, a-t-on appris, auprès de la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Ces 12 projets "TUP-HIMO" touchant des zones reculées de six communes de la wilaya, couvrent les secteurs des forêts, des travaux publics et des ressources en eau, a indiqué à l'APS, le DASS Kamel Benredjem. Il s'agit notamment de projets de correction de cours d'eau et d'entretien des routes communales à Oued Goussine, Beni Haoua, Brira, Beni Rached, Ouled Abbas et Harchoune, et qui assureront l'emploi de la main d'œuvre locale, la consécration de l'intérêt public et la création de projets de développement complémentaires, a-t-il déclaré. Ces projets qui permettront d'employer des chômeurs des communes bénéficiaires dans le cadre d'un contrat de trois mois et d'une couverture sociale d'une durée d'un an, "sont actuellement au stade des procédures d'annonce et d'attribution des marchés, en vue de leur lancement prochain en réalisation", a précisé le même responsable. La DASS de Chlef a, aussi, bénéficié du financement d'une opération dans le cadre des projets de développement collectif identifiés par les populations des zones enclavées, avec le concours et l'accompagnement des cellules de proximité relevant de l'Agence de développement sociale (ADS), a ajouté la même source. Pour rappel, le dispositif TUP-HIMO vise la création de postes d'emplois et la réhabilitation et l'entretien des infrastructures de base, tandis que le programme de l'ADS a pour objectif de consolider la cohésion sociale au sein des collectivités par l'identification et la mise en œuvre de projets avec la contribution des cellules de proximité de la solidarité nationale, parallèlement au désenclavement des zones isolées et la prise en charge des catégories vulnérables.

BLIDA

Adhésion des visiteurs des forêts à la décision d'interdiction des barbecues

La décision d'interdiction des barbecues dans les zones forestières et montagneuses ainsi que leurs abords immédiats pour éviter le déclenchement d'incendies de forêts a suscité, à Blida, l'adhésion des visiteurs de ces espaces, a-t-on appris, mardi, auprès de la Conservation des forêts.

Les patrouilles de surveillance conjointes déployées dans les zones forestières et montagneuses les plus fréquentées par les visiteurs ont constaté "une adhésion notable des citoyens à la décision d'interdiction des barbecues visant la protection de la ressource forestière du risque des incendies", a indiqué le conservateur des forêts, Mohamed Mokadem. Il a observé qu'il a été constaté, par rapport aux expériences précédentes, qu'au lendemain de l'Aid El Adha (fête du sacrifice), de nombreuses familles affluent vers les espaces forestiers, dont le Parc national de Chréa, pour organiser des barbecues pouvant être à l'origine de dépôts de feu, d'où la nécessité de les sensibiliser sur les dangers de ce comporte-

ment irresponsable", a-t-il déploré. Aussi, et afin de prévenir le risque d'incendie, des mesures proactives consistant, notamment, en l'intensification des patrouilles de surveillance à travers les zones forestières et montagneuses et leurs alentours, ont été prises par la conservation. Cette démarche vise à veiller au respect de la décision d'interdiction d'organisation de barbecues et à rappeler les sanctions prévues par la loi à l'encontre des contrevenants, dont des peines pouvant aller jusqu'à cinq (5) ans de prison. Parallèlement à cette opération, la Conservation des forêts de Blida poursuit sa campagne de prévention des incendies de forêts, à travers les places publiques des communes à fort risque d'in-

cendie, dont celles de la partie Est de la wilaya, à l'instar de Bougara, Larbaâ et Meftah, ainsi qu'au niveau du Parc national de Chréa qui reçoit un grand nombre de visiteurs, et de Mouzaia et Ain Romana (à l'ouest). Ces campagnes de sensibilisation ciblent également les riverains des forêts et sont aussi menées dans les mosquées, selon la même source. Pour rappel, d'autres mesures préventives, s'inscrivant dans le cadre du Plan de lutte contre les feux de forêts, ont été déjà engagées par la Conservation des forêts, dont l'installation de la colonne mobile et son renforcement avec de nouveaux équipements, le recrutement d'agents saisonniers et l'intensification des patrouilles de surveillance à travers les espaces forestiers.

OUARGLA

De nouveaux projets de développement retenus au profit des habitants d'El-Borma

De nouveaux projets de développement ont été retenus au profit de la daïra frontalière d'El-Borma (420 km au sud-est d'Ouargla), susceptibles d'améliorer le cadre de vie de la population locale, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Inscrites au titre de différents programmes de développement, pour lesquelles une enveloppe financière globale de 12 milliards de dinars a été allouée, ces opérations consistent entre autres en la réalisation de la station n (3) de pompage des eaux usées, et d'un canal de pompage long de 1.000 mètres dans la ville

d'El-Borma, a-t-on expliqué. Par ailleurs, dans le cadre des programmes du secteur de l'habitat, un projet de 20 unités de type public locatif (LPL) a été achevé, alors qu'un programme de réalisation de 71 logements scindé en trois tranches est en chantier, selon la même source. Ce programme d'habitat vise à répondre à la demande croissante de logements dans la région, notamment en matière de logements de fonction destinés aux personnels administratifs de la daïra d'El Borma, a-t-on signalé. Dans le même sillage, cette collectivité locale a bénéficié également d'un lotissement social qui comprend 100 parcelles de terrains à bâtir, dont les travaux d'aménagement enregistrent un taux d'avancement avoisinant les 95%, a-t-on indiqué. S'agissant de l'approvisionnement en eau potable dans cette région reculée, des projets de réalisation d'un puits profond et d'un réservoir d'eau supplémentaire d'une capacité de 500 M3 ont été enregistrés pour la localité de Z'naïka, ce qui permettra de répondre aux besoins de la population en cette source vitale. Cette localité (10 km du chef-lieu de la daïra) avait

bénéficié en 2015 d'un projet d'une station de dessalement d'eau d'une capacité de production de 45 M3/heure, a-t-on rappelé. Le secteur de la jeunesse et des sports, dans la daïra frontalière d'El Borma a été, de son côté, renforcé par la construction d'une piscine de proximité en cours d'achèvement, alors que le secteur de l'éducation nationale a été consolidé par la construction de quatre (4) classes d'extension au niveau de l'école primaire du quartier "Chouachine", dans l'objectif d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-on fait savoir.

RELIZANE

Renforcement du réseau électrique avec 47 nouveaux transformateurs

Le réseau électrique de la wilaya de Relizane a été renforcé par la réalisation de 47 nouveaux transformateurs, en prévision de la saison estivale, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). La cellule de communication de Sonelgaz a indiqué que cette dernière a réalisé, dans le cadre de la préparation de la saison estivale, 47 nouveaux transformateurs électriques, la maintenance de 516 autres et le re-

nouvellement de 40 autres, à travers différentes régions de la wilaya. Afin d'éviter toute perturbation dans l'alimentation en énergie électrique, lors de cet été, un plan a été mis en œuvre à travers la concrétisation de projets d'amélioration de la qualité du service fourni au client touchant des infrastructures électriques. Il s'agit ainsi de renouvellement de 20 km du réseau électrique de basse et moyenne tensions, la maintenance de 664 km de ce réseau de moyenne ten-

sion et 488 km de basse tension, la restructuration de 48 km de réseau électrique et le confortement d'environ 26 km, outre la pose de 60 points de départ principaux d'une longueur de 26 km, afin de réduire la tension sur le réseau, selon la même source. Celle-ci a souligné que ces projets de développement permettront d'améliorer et d'assurer la qualité des services de fourniture d'énergie électrique et de répondre à la demande croissante, au cours de cette période, connue

pour le pic de la consommation locale d'électricité. Concernant la campagne de prévention et de lutte contre les incendies, cette direction a réalisé 22 actions d'élagage d'arbres sur une longueur de 4 km et réalisé plus de 12 ha de lignes coupe-feu. A noter que la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz de Relizane approvisionne plus de 225.000 clients en énergie électrique, sur un réseau s'étendant sur 8.437 km, et à travers 2.589 transformateurs électriques.

AÉRONAUTIQUE

Les acteurs des aérostructures à la croisée des chemins

Alors que la filière aéronautique fait face à des difficultés de trésorerie, les experts du cabinet de conseil toulousain Cylad prennent la plume. Ils partagent leur vision pour redonner une bouffée d'oxygène financière aux acteurs des aérostructures.

Par Sébastien Cailliau,
Sébastien Chaussoy et Marie
Decroix, Directeurs Associés
chez CYLAD

Le secteur de l'aéronautique sort à peine de plusieurs années de crise, et même si le transport aérien a quasiment retrouvé son niveau d'avant-COVID, les fabricants d'aérostructures connaissent encore des difficultés. Avec la succession de crises, comme celle que connaît Boeing depuis quelques années ou la pandémie de la Covid, l'ensemble des acteurs est impacté et leur niveau d'endettement est historiquement haut. La fabrication d'aérostructures est en effet une activité capitalistique très concurrentielle, avec des marges d'exploitation faibles et des Besoins en Fonds de Roulement (BFR) élevés. Chez certains de nos clients, les flux de trésorerie d'exploitation générés aujourd'hui sont insuffisants pour financer l'ensemble de leurs besoins : intérêts croissants de la dette et remboursement de celle-ci, recrutement et formation, investissements liés à l'augmentation des cadences de production, R&D... Les entreprises ont dû faire et font encore appel à la dette, qui s'accumule inexorablement. Certaines entreprises de petite taille sont d'ores et déjà en liquidation judiciaire, d'autres de taille internationale sont en cours

de reconfiguration. Il est essentiel qu'elles puissent retrouver dès que possible une situation financière saine, afin d'accompagner la reprise du transport aérien, les montées en cadence associées et préserver ou renforcer leur place sur le marché.

L'effet boule de neige de la dette
Chez CYLAD, nous constatons chez les entreprises* que nous accompagnons un effet boule de neige, avec 4 phénomènes :
- Les marges d'exploitations se sont redressées (5,2 % en 2022, toujours à -2,5 % par rapport aux 7,7% de 2019.)
- Les BFR continuent d'augmenter (+22 % depuis 2019) alors que sur la même période le chiffre d'affaires n'a en moyenne progressé que de 5%. L'augmentation du BFR est principalement liée à deux éléments :
- Le cycle de conversion des liquidités a augmenté de 15 jours (131 jours en 2022 contre 116 en 2019);
- Les niveaux de stocks restent élevés en 2022 (couverture de 108 jours, soit + 21 jours par rapport à 2019).
Les niveaux de dette sont historiquement élevés et ont explosé depuis 2019 : En moyenne, l'actif économique des entreprises est majoritairement financé par de la dette : en 2022 la structure financière se répartit entre 58% d'endettement net et 42% de capitaux propres. En parallèle, les entreprises du secteur ont été forte-

ment fragilisées par la crise COVID, et le nombre d'entreprises en grande difficulté (c.à.d. dont le Résultat d'Exploitation est négatif ou inférieur aux intérêts à payer) a doublé entre 2019 (19%) et 2022 (36 %). Dans l'ensemble, les flux de trésorerie d'exploitation générés ont chuté entre 2019 et 2022, passant de 2 à 0,5 M€ après un passage par un minimum à 0 en 2021. Ces flux ne suffisent pas à couvrir les besoins en investissement, en particulier dans un contexte où les aviateurs tirent sur toute la chaîne d'approvisionnement pour augmenter leurs cadences de production. Ceci oblige tous les acteurs à maintenir et accroître leur outil de production.

* Analyse réalisée en 2022, sur un échantillon de 56 entreprises

Les principaux leviers des entreprises pour améliorer leur santé financière
La situation requiert des actions immédiates, à la mesure de la situation spécifique de chaque entreprise. La magnitude des mesures à prendre nécessite à la fois de considérer l'ampleur du problème financier et la vitesse d'exécution du plan d'actions. Aussi, nous conseillons à nos clients d'activer de concert trois grands types de leviers :

1/ Leviers de compétitivité

Être fort sur ses bases :
- Assurer une performance opé-

rationnelle satisfaisante (livraisons en temps et en heure, complètes et conformes en qualité). C'est une évidence mais sans livraison pas de Chiffre d'Affaires, exposition à des pénalités, surcoûts de rattrapage, et disqualification potentielle des appels d'offres des clients. En ces temps perturbés, être un fournisseur fiable devient un avantage compétitif.
- Renforcer les compétences de base (gestion de la production, gestion des fournisseurs, gestion de configuration et conformité, planification, gestion de programme), en particulier alors qu'il faut recruter de manière significative.
Reconsidérer le périmètre d'activité, via des réflexions 'Make or Buy' ou 'Low Cost Country' ;
Elaborer un plan d'amélioration des coûts de production : achat, sous-traitance, productivité, procédés, non-qualité, stock et encours de production ;
Définir un plan d'adaptation des coûts fixes pour faire face aux nouvelles conditions économiques.

2/ Leviers de revenus

Renégocier les prix et conditions contractuelles avec les clients, de manière à compenser l'inflation (ex : matière, énergie, salaire) à condition de savoir le démontrer factuellement ;
Négocier une contribution à l'impact du décalage des baisses de cadences, pour une durée minimale permettant au plan de com-

petitivité de produire ses effets lors de missions menées par nos consultants.

3/ Leviers de financement

Négocier le financement par les clients de tout ou partie des investissements requis pour suivre l'augmentation des cadences ainsi que du Besoin en Fonds de Roulement ;
Négocier des aides / subventions publiques ou client via des partenariats pour les investissements nécessaires à une décarbonation ;
Considérer un refinancement de la dette voire une recapitalisation.
En appliquant ces leviers, voici quelques exemples d'impacts sur la performance d'une entreprise : plus de 10 millions d'euros de gains récurrents potentiels pour un sous-traitant de rang 1 grâce à une stratégie de Make or Buy +35% d'augmentation du taux de service (OTD), de 68% à 92%, pour un fournisseur de rang 192% de l'inflation achat subie répercutée aux clients après 3 mois grâce à la renégociation des contrats client chez un fournisseur de rang 1
Savoir adapter sa stratégie pour retrouver une situation financière saine, c'est l'assurance de pérenniser son entreprise, pour renforcer sa place sur le marché et accompagner la reprise du transport aérien !

Source: La Tribune.fr

Les perspectives futures sur l'IA

Par Tommy Douziech

La révolution de l'intelligence artificielle progresse rapidement, mais elle en est encore à ses débuts. Les grands bénéficiaires de cette tendance sont actuellement les infrastructures IA. Demain, d'autres secteurs d'activités bénéficieront de ces avancées, notamment la robotique, l'automatisation, la découverte de médicaments et la cybersécurité. Étant donné les besoins énergétiques de l'IA, les constructeurs de réseaux électriques et les producteurs d'énergie proches des centres de données sont bien exposés. Les entreprises du monde entier investissent massivement dans l'IA, et cette tendance devrait se poursuivre pour rester compétitives. La numérisation propulsée par l'IA est une tendance qui semble à l'heure actuelle inarrêtable. Ce-

pendant, les risques incluent de nouvelles réglementations, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, des déceptions technologiques et des valorisations élevées. Voici l'évolution du chiffre d'affaires estimé généré grâce à l'IA générative jusqu'à 2032 :
D'après ces études prospectives, il reste donc encore beaucoup de chemin à parcourir.
Selon Gartner, 80 % des entreprises mondiales utiliseront l'IA générative d'ici 2026, contre moins de 5% en 2023. La demande pour les équipements de fabrication de puces adaptés à l'IA s'accroît. Par exemple, la plus grande fonderie de fabrication au monde à Taïwan (TSMC) prévoit une croissance annuelle de 50% de ses revenus liés à l'IA. De nombreux pays augmentent les subventions pour revitaliser la fabrication

nationale de semi-conducteurs. Le CHIPS Act aux États-Unis a annoncé plus de 23 milliards de dollars en subventions. L'Union européenne vise à doubler sa production mondiale de semi-conducteurs à 20 % d'ici 2030 avec un package de 47 milliards de dollars. Le Japon a également accordé 25,7 milliards de dollars pour attirer les principaux acteurs. Parmi les entreprises bien positionnées sur le marché des semi-conducteurs, nous pouvons citer : Nvidia, Broadcom, AMD, Intel, Qualcomm, ARM, TSMC, ASML, Applied Materials. La demande croissante de puissance de calcul IA stimule l'innovation dans les infrastructures IA et les centres de données. La plupart de la demande de calcul IA provient de la formation de grands modèles de langage (LLM). Une fois la formation terminée, la demande de calcul devrait chuter, et l'inférence devien-

dra probablement un point focal. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la consommation d'électricité pourrait doubler d'ici 2026, alimentée par la demande des centres de données, de l'IA et du minage de cryptomonnaies. Les constructeurs de réseaux électriques et les producteurs d'énergie proches des centres de données pourraient continuer à bien performer. Parmi les entreprises bien positionnées sur l'électrification, nous pouvons citer : Schneider Electric, Siemens, ABB, Eaton, Vertiv, Trane Technologies, Hitachi. À mesure que la révolution IA s'élargit dans les années à venir, de nouvelles opportunités apparaîtront. Les investisseurs doivent donc rester vigilants face aux risques tout en capitalisant sur les nombreuses opportunités offertes par cette technologie révolutionnaire.

Source: zonebourse

LIBYE

La NOC dévoile un plan ambitieux pour l'exploitation pétrolière en 2024

Depuis plusieurs mois, la NOC a multiplié les initiatives en faveur de la monétisation de ses ressources en or noir, malgré des défis du secteur des hydrocarbures en Libye.

En Libye, la société publique du pétrole (NOC) a annoncé, mercredi 12 juin, qu'elle projette de réaliser le forage d'un total de 121 nouveaux puits pétrogaziers en 2024. Un objectif ambitieux qui devrait s'accompagner d'opérations de maintenance couvrant environ 1 335 puits existants. Ce développement intervient alors que ces derniers mois, la société d'État a procédé à la remise en service de plusieurs champs pétroliers précédemment hors service.

Dans le même temps, on a pu constater une légère amélioration du plateau de la production pétrolière. Selon des chiffres publiés lundi 10 juin par la NOC, la production est montée à 1,25 million b/j au terme du mois de mai, soit légèrement plus que les 1,24 million b/j obtenus en mars.

Récemment, Farhat Bengdara, le patron de la NOC a réitéré l'engagement de la société à atteindre un plateau de production de 2 millions b/j d'ici la fin de l'année prochaine. Malgré les défis politiques, la Libye a engrangé plus de 20 milliards de dollars grâce à l'exploitation pétrolière en 2023. Un chiffre qui représente tout de même une baisse d'environ 8 % en glissement annuel, par rapport aux 21,8 milliards de dollars récupérés en 2022.

MAURITANIE

Sortie de la première promotion de l'École d'hôtellerie et de tourisme

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. Lemrabott Ould Bennahi, a présidé, lundi au Centre international des conférences de Nouakchott, la cérémonie de remise des diplômes à la première promotion de l'école de l'hôtellerie et du tourisme.

Cette promotion d'une cinquantaine d'étudiants, répartis en différentes spécialités dans ce domaine, renforcera les ressources humaines travaillant dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme.

Le secrétaire général du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. El Hadj Mamadou Guèye, a indiqué que cette promotion, avec ses connaissances et ses compétences, contribuera aux efforts de développement de l'industrie touristique dans le pays.

L'école d'hôtellerie et de tourisme, la première du genre dans le pays, est une réalisation majeure qui reflète l'engagement du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, pour le développement de ce secteur vital et important, a-t-il dit.

La formation offerte par cette école per-

mettra aux jeunes de mieux promouvoir les valeurs culturelles du pays, a-t-il ajouté, notant que le secteur du tourisme a besoin d'innovateurs qui allient connaissances théoriques et compétences pratiques.

Le directeur de l'école d'hôtellerie et de tourisme, M. Mohamedou Ould Zine El Abidine, a noté que cette journée marque le début de la sortie de la première promotion de diplômés de l'école qui auront un avenir prometteur dans les métiers du tourisme et de l'hôtellerie.

Il a souligné que la création d'un établissement de formation aux métiers du tourisme et de l'hôtellerie, qui constitue un apport qualitatif au développement du secteur touristique en général dans le pays, est une concrétisation des instructions de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed

Ould Cheikh El Ghazouani, visant à développer ce secteur.

L'ambassadeur de Tunisie accrédité en Mauritanie, SEM. Sabri Chaabani, a relevé que les relations entre les deux pays frères sont fortes et séculaires, avec une riche histoire de coopération et de solidarité dans les différents domaines politique, économique, culturel et social.

Il a souligné l'importance du mémorandum d'entente signé entre les deux pays, qui porte sur l'échange d'expériences et d'expertise dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle, notant que des travaux sont actuellement en cours pour activer une coopération importante liée à des secteurs vitaux tels que l'agriculture, l'industrie et d'autres.

La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle.

CANAL DE SUEZ (EGYPTE)

Les frais de passage augmenteront encore

En plus d'être un corridor stratégique pour le transport maritime mondial, le canal de Suez est une source majeure de devises pour l'Égypte, qui annonçait avant la crise en mer rouge vouloir porter ses recettes à 13 milliards USD à l'horizon 2025.

La Suez Canal Authority (SCA) appliquera de nouvelles augmentations aux frais électroniques, dans le cadre des droits de transit du

corridor. Ces frais passeront ainsi de 50 à 300 USD à compter du 1er septembre 2024, avant de passer à 500 USD en janvier 2025, selon une récente circulaire du gestionnaire.

Certains navires seront toutefois exemptés de ces frais, précise la SCA, notamment « ceux exemptés des droits de transit et les petites unités flottantes (dont le tonnage brut sur le canal de Suez est inférieur à 300 tonnes, à l'ex-

ception des navires de la marine nationale) ».

Ces augmentations de frais en vue suivront d'autres hausses appliquées au cours des dernières années, et justifiées par la croissance du trafic, les travaux d'extension en cours et les réformes pour améliorer les services.

La hausse des redevances intervient notamment après l'annonce d'un chiffre d'affaires de 9 milliards USD pour l'exercice 2024-2025 en

cours, malgré les tensions en mer rouge.

Ces dernières affectent depuis novembre 2023 les revenus du canal de Suez qui se sont effrités, atteignant des niveaux jugés alarmants au 1er trimestre 2024. Selon le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly, les recettes annuelles du canal ont diminué de plus de 50% depuis le début de l'année.

TUNISIE

La croissance économique est l'objectif invisible de la BCT

Lors de la 21e édition du «Tunisia Investment Forum», le gouverneur de la Banque centrale, Fethi Zouhair Nouri, a souligné l'importance de la stabilité des prix et du taux de change pour la compétitivité économique de la Tunisie. Il a mis en avant les défis de l'inflation et les efforts de la BCT pour maintenir la confiance des investisseurs, tout en insistant sur le rôle crucial de l'investissement pour la croissance économique et la rétention des compétences tunisiennes. Intervenant lors du panel «accélérer l'investissement étranger en Tunisie : réformes et opportunités», qui s'est tenu à l'occasion de la 21e édition du «Tunisia Invest-

ment Forum», le gouverneur de la Banque centrale, Fethi Zouhair Nouri, est revenu sur la politique monétaire menée par la BCT. Il a, en somme, expliqué qu'en préservant la stabilité des prix et du taux de change, les banques centrales contribuent à assurer la compétitivité de l'économie par le prix. «Pour aller sur le marché international ou sur le marché local, il faut être compétitif. Et pour ce faire, on utilise la compétitivité de prix qui consiste en la maîtrise de l'inflation et du taux de change. C'est désormais chose faite en Tunisie actuellement», a-t-il affirmé, soulignant que l'objectif invisible de la Banque centrale est la croissance économique.

Deux épisodes difficiles avec une forte inflation

Il a rappelé, dans ce sens, qu'une inflation faible et stable renforce la confiance des investisseurs dans la prise de décision de l'investissement, contrairement à une inflation élevée qui nécessite un taux d'intérêt élevé et, donc, encourage les placements spéculatifs beaucoup plus que les investissements productifs.

Nouri a, par ailleurs, affirmé qu'au cours de la dernière décennie, l'économie tunisienne a été confrontée à deux épisodes difficiles avec une forte inflation : le premier en 2017, lorsque

la lutte contre l'inflation a nécessité le recours à des instruments lourds (la baisse de 350 points de base le taux d'intérêt, mais aussi le ratio loan-to-deposit).

Et la seconde période, beaucoup moins difficile, affirme-t-il, est celle qu'on connaît aujourd'hui, et qui se caractérise par la prévalence de l'inflation de l'offre. Cette inflation est une conséquence de la guerre qui s'est déclenchée en Ukraine ayant entraîné la hausse des prix de l'énergie, des engrais chimiques, etc. Cependant, elle résiste encore, entre autres, parce qu'elle était, selon ses dires, imprévisible et donc les autorités n'y étaient pas assez préparées.

SÉNÉGAL

Croissance accélérée en 2023 grâce à l'agriculture

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à hauteur de 15 % au PIB et emploie environ 22 % de la population active. En 2023, le secteur a été le principal moteur de la croissance de l'économie du pays.

Au Sénégal, le PIB réel a augmenté de 4,3 % en 2023 contre une progression de 3,8 % enregistrée en 2022. C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans son rapport annuel sur la situation économique du pays publié le 12 juin. D'après l'institution financière, la croissance de l'activité économique a principalement été portée par le dynamisme du secteur agricole dont les principales filières ont réalisé de belles performances. A titre indicatif, la production céréalière totale a augmenté de 16 % en glissement annuel, pour atteindre 4,25 millions de tonnes. Si le riz demeure la principale céréale cultivée, c'est la production de millet qui a affiché la plus grande croissance (+23 %).

« Le secteur agricole a également bénéficié de la performance de la production d'arachides, qui devrait augmenter de 15 % en

glissement annuel, ainsi que du dynamisme du coton graine [+7 % d'augmentation en glissement annuel] », souligne le rapport

D'après la Banque mondiale, ces développements positifs peuvent être attribués à une combinaison de facteurs, notamment des conditions météorologiques favorables et des politiques publiques de soutien dans le cadre du Programme agricole pour une souveraineté alimentaire durable (PA-SAD), mis en œuvre sur la période 2021-2025.

La reprise des activités dans le sous-secteur de la pêche

Les sous-secteurs de la pêche et de l'élevage ont également contribué à la bonne forme du secteur agricole. Selon les données compilées par la Banque mondiale, la pro-

duction de la pêche a augmenté de 4,5 % en 2023 alors que la filière enregistrait une baisse de 5,8 % un an plus tôt.

« Le Sénégal a bénéficié de conditions météorologiques plus favorables, qui ont permis des efforts de pêche importants se traduisant par une hausse de 6,3 % de la production de pêche artisanale et une augmentation de 1,3 % de la production industrielle au cours de la même période », indique le rapport.

De son côté, l'élevage a enregistré une amélioration de son taux de croissance à 3 % en glissement annuel en 2023, contre une progression de 0,3 % en 2022. La Banque mondiale attribue ce dernier développement aux efforts mis en œuvre par le gouvernement dans le cadre du Plan national de développement de l'élevage (PNDE) qui promeut l'adoption de meilleures pratiques d'élevages et d'alimentation du cheptel.

BURKINA FASO

L'extension d'un tronçon de la RN2 lancée

Une fois achevée, cette extension renforcera l'interconnexion de certaines zones périphériques du centre-ville de Ouagadougou, mais aussi la mobilité entre la capitale et le septentrion. Au Burkina Faso, le gouvernement a lancé ce week-end les travaux d'élargissement et de remise à niveau d'une section de la route nationale n°2 (RN2) qui relie Ouagadougou et Ouahigouya. Le projet budgétisé à 112 000 USD (un peu plus de 68,4 millions FCFA) est cofinancé par

l'Etat et une banque locale. Les travaux seront exécutés par l'entreprise PFO Africa Burkina Faso SA sur une durée de 3 ans.

Le tronçon à aménager est un axe clé pour la mobilité urbaine dans les zones périphériques de Ouagadougou, notamment la sortie de la ville. La RN2 permet aussi de relier le septentrion et facilite les échanges avec localités du Nord.

Ce chantier de remise à niveau s'ajoute à celui d'autres tronçons critiques de la RN4 qui des-

sert aussi le Nord. Ils constituent une étape importante du plan d'amélioration du réseau routier raccordant le Niger et le Mali, avec qui le Burkina entend renforcer davantage ses liens dans le cadre du bloc AES (Alliance des Etats du Sahel).

En dehors de leur impact sur l'intégration régionale, ces différents projets permettront d'améliorer la fluidité du trafic, de réduire les risques d'accident et de renforcer l'accessibilité des zones bénéficiaires.

BURKINA FASO

Révision à la baisse des prix des engrais en 2024/2025

Au Burkina Faso comme dans la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, les engrais sont fortement subventionnés par le gouvernement pour soutenir la production agricole. Dans le pays, la filière coton est l'une des principales bénéficiaires de ces subventions.

Au Burkina Faso, les prix des sacs de 50 kg d'urée et d'engrais composé NPKSB sont

désormais fixés à 18 500 francs Cfa (30,12 \$) pour le compte de la campagne agricole de 2024/2025. C'est ce qu'a révélé Ousseni Traoré, secrétaire général de l'Association interprofessionnelle du coton du Burkina (AICB) le 12 juin.

Comparativement à la campagne écoulée, ces tarifs auront baissé de 34 % pour le NPKSB et 42 % pour l'Urée. D'après M. Traoré, la révision à

la baisse des prix des engrais a été rendue possible grâce à l'enveloppe de 12,4 milliards de francs Cfa (20,2 millions \$) mise à disposition pour subventionner l'achat à coût réduit de l'intrant.

Dans les détails, le gouvernement a débloqué 11 milliards Fcfa (17,7 millions \$) alors que l'AICB a apporté une contribution à hauteur de 1,46 milliard de Fcfa (2,3 millions \$). Plus

largement, cet appui financier vise principalement la réalisation de nouveaux objectifs fixés dans la filière coton.

Au Burkina Faso, le gouvernement veut porter la production de coton graine à 598 250 tonnes au terme de la campagne 2024/2025, soit une hausse de 55 % par rapport à la récolte de 383 144 tonnes réalisée un an plus tôt.

KENYA

Hausse de 39 millions \$ du budget alloué à l'agriculture en 2024/2025

Au Kenya, le secteur agricole contribue à hauteur de 21 % au PIB et emploie environ 33 % de la population active. Pour la nouvelle année fiscale 2024/2025, le gouvernement renforce son appui au secteur. Au Kenya, le gouvernement a alloué un budget de 54,6 milliards de shillings (424,2 millions \$) au profit du secteur agricole pour le compte de l'exercice fiscal 2024/2025. C'est ce qu'a

annoncé Njuguna Ndung'u (photo), ministre des Finances le 13 juin dernier. L'enveloppe annoncée affiche une hausse de 9,4 % soit 39 millions \$ de plus que le budget précédent (388 millions \$).

« Nous voulons mettre l'accent sur la transformation de l'agriculture et la croissance inclusive en soutenant les chaînes de valeur stratégiques. Il s'agit de fournir des fonds de roulement

adéquats et abordables à tous les agriculteurs par l'intermédiaire des sociétés coopératives et de déployer des instruments modernes de gestion des risques agricoles qui garantissent la rentabilité de l'agriculture et la prévisibilité des revenus », a déclaré M. Ndung'u.

Le programme de subvention des engrais se taille la part du lion en mobilisant 18 % du budget (78 millions \$)

suivi avec une part de 11 % par le projet de développement des chaînes de valeur agricoles axé sur le cuir, le textile et l'habillement, les produits laitiers, le thé, le riz, les huiles comestibles et l'économie bleue.

Au Kenya, l'agriculture a affiché une croissance de 7 % en 2023, selon les données du Bureau national des statistiques (KNBS).

CÔTE D'IVOIRE

Cashew Coast injectera 9,7 millions \$ dans la transformation d'anacarde

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou. Alors que le gouvernement ambitionne de transformer localement 50 % de la récolte du pays d'ici 2025, les opérateurs du secteur sont encouragés à renforcer leurs capacités.

En Côte d'Ivoire, l'entreprise agroalimentaire Cashew Coast, spécialisée dans la transformation d'anacarde vient de conclure un accord de financement en dette mezzanine de 9 millions d'euros (9,7 millions \$), avec l'investisseur AgDevCo basé au Royaume-Uni. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le 13 juin. Cette enveloppe servira pour l'essentiel à financer le doublement du volume de noix de cajou transformé par Cashew Coast dans le pays, à 19 000 tonnes. D'après Salma Seetaroo, PDG de l'entreprise, il est également prévu la construction de nouveaux entrepôts de stockage, ainsi que la mise en œuvre des programmes d'amélioration de la productivité des agriculteurs.

« Le financement apporté par AgDevCo, ainsi que leur expertise dans l'agroindustrie africaine, sont autant d'éléments qui nous aideront à réaliser la vision de notre entreprise. Nous sommes très heureux de conclure cet accord et espérons que cette étape clé fera de notre entreprise un modèle de réussite commerciale reproductible ailleurs en Afrique », a déclaré Seetaroo.

En Côte d'Ivoire, Cashew Coast emploie 750 personnes et s'approvisionne localement auprès de plus de 7 000 agriculteurs. Avec son projet d'investissement, l'entreprise devrait contribuer à renforcer l'industrie locale qui transforme actuellement moins de 30 % de la production ivoirienne de noix de cajou, laquelle tourne autour de 1 million de tonnes par an.

POINT MARCHÉ

Stabilité en vue en Europe après deux séances de hausse

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note globalement stable mercredi après deux séances consécutives de rebond et en l'absence des investisseurs à Wall Street, la journée étant fériée aux Etats-Unis.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,09% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait avancer de 0,02%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait abandonner 0,12%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,04%.

Le marché prendra connaissance à partir de 6h00 GMT des indices des prix à la consommation pour le mois de mai et des prix à la production en Grande-Bretagne. Ces données sont importantes alors que la Banque d'Angleterre (BoE) se réunit jeudi et devrait opter pour un dernier statu quo avant une possible baisse de ses taux directeurs lors de la réunion du 1er août. Dans le reste de l'Europe, les investisseurs devraient concentrer leur attention sur le "spread" entre les taux de l'Allemagne et de la France alors que le risque politique lié aux élections législatives françaises a provoqué la semaine dernière des turbulences sur les marchés financiers avant que ceux-ci se ressaisissent depuis lundi. Aux Etats-Unis, la séance reprendra seulement jeudi, le 19 juin étant férié en raison du "Juneteenth", date qui commémore l'abolition de l'esclavage en

1865, ce qui devrait limiter les volumes d'échanges sur les autres places financières ouvertes.

À Wall Street

La Bourse de New York a fini en hausse mardi, après la performance de Nvidia et la publication de la statistique mensuelle des ventes au détail aux Etats-Unis.

L'indice Dow Jones a gagné 0,2%, ou 56,76 points, à 38.834,86 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 13,8 points, soit 0,3% à 5.487,03 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 5,212 points, soit 0% à 17.862,232 points.

Le Nasdaq et le S&P 500 ont terminé à des niveaux records, Nvidia ayant dépassé Microsoft au rang de première capitalisation boursière mondiale.

Les autres fabricants de puces, tels Qualcomm, Arm Holdings et Micron, ont également avancé, permettant au compartiment des semi-conducteurs d'atteindre un record.

En Asie

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei avance de 0,04% à 38.497,51 points, dans

le sillage de Wall Street qui a profité de la flambée de Nvidia, devenue la première capitalisation boursière mondiale. Le Topix, plus large, prend 0,24% à 2.722,17 points.

L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) gagne 1%, soutenu par le compartiment des nouvelles technologies (+2%).

En Chine, le SSE Composite de Shanghai fléchit de 0,38% et le CSI 300 reflue de 0,48%, l'indice technologique STAR50 étant en tête des baisses après que le régulateur boursier a annoncé son intention de publier de nouvelles mesures visant à approfondir la réforme du secteur.

Changes

Le dollar est inchangé mercredi (+0,001%) face à un panier de devises de référence après le repli lié aux chiffres des ventes au détail aux Etats-Unis qui ont renforcé les anticipations d'une baisse imminente des taux de la Fed. L'euro se traite à 1,0735 dollar (-0,03%) et la livre sterling à 1,2708 dollar (+0,01%).

Pétrole

Le marché pétrolier est stable malgré la nervosité liée aux conflits en Europe et au Moyen-Orient et l'augmentation surprise des stocks de brut américain.

Le Brent grappille 0,06% à 85,38 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) grignote 0,01% à 81,56 dollars.

Les valeurs à suivre en Europe

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Juin 2024
Valeur : 21 Juin 2024

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.4178	134.4328
1	EUR EURO	144.3378	144.3674
1	GBP POUND STERLING	171.0803	171.1648
100	JPY JAPANESE YEN	85.1932	85.2189
1	CNY CHINESE YUAN	18.5225	18.5248
1	CHF SWISS FRANC	152.0563	152.1594
1	CAD CANADIAN DOLLAR	97.9936	98.0117
1	DKK DANISH KRONE	19.3496	19.3529
1	SEK SWEDISH KRONA	12.8931	12.8965
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.7035	12.7075
1	AED UAE DIRHAM	36.5902	36.6043
1	SAR SAUDI RIYAL	35.8275	35.8335
1	KWD KUWAITI DINAR	438.4142	438.6062
1	TND TUNISIAN DINAR	42.6604	43.0892
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.4520	13.4535
1	LYD LIBYAN DINAR	27.4602	27.6009
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5392	3.5396
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.1020	177.1020

Le CAC 40 est attendu près de l'équilibre alors que Wall Street restera fermée

Le marché d'actions parisien devrait ouvrir près de l'équilibre mercredi, alors que la séance s'annonce calme en raison de la fermeture de Wall Street pour un jour férié aux Etats-Unis. Vers 8h30, le contrat à terme sur l'indice CAC 40 cédait 2 points, soit 0,03%, selon les données du courtier IG.

Au Royaume-Uni, l'inflation a ralenti en mai pour atteindre l'objectif de la Banque d'Angleterre (BoE), dont la décision de politique monétaire est attendue jeudi. Les prix à la consommation ont ainsi augmenté de 2% sur un an en mai, après une hausse de 2,3% en avril. Du côté des sociétés pré-

sentes au sein de l'indice SBF 120, la banque Société Générale a conclu un accord exclusif avec l'éditeur de progiciels danois Ageras en vue de la cession de sa banque en ligne destinée aux très petites entreprises, Shine. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. Société Générale s'attend à boucler cette opération au premier semestre 2025.

Le groupe de construction et de concessions Vinci a enregistré une hausse du trafic dans ses aéroports en mai, tandis que la fréquentation de ses autoroutes s'est légèrement repliée. Les aéroports gérés par Vinci Airports ont enregistré

une progression de 8,7% sur un an de leur trafic passagers le mois dernier. Le trafic de Vinci Autoroutes s'est pour sa part replié de 0,4% en mai sur un an, pénalisé en particulier par la baisse de 0,9% des passages de poids lourds. Le fabricant de montures et de verres correcteurs EssilorLuxottica a signé un accord de licence exclusif pour une durée de dix ans portant sur la conception, la production et la distribution mondiale de lunettes Diesel. Les modalités financières de l'opération n'ont pas été dévoilées. La première collection issue de cet accord sera lancée au premier trimestre 2025.

APRÈS DEUX SÉANCES DE REBOND

La Bourse de Paris en petit repli

La Bourse de Paris recule de 0,16% dans les premiers échanges mercredi, après deux journées qui lui ont permis de récupérer un peu des pertes de la semaine passée, et lors d'une séance sans la boussole de Wall Street, fermée.

L'indice vedette CAC 40 reculait de 12,53 points à 7.616,27 points vers 09H15. Mardi, il a gagné 0,76%, sa deuxième séance de hausse consécutive.

Mais l'indice vedette parisien est loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant les élections européennes, au-dessus de 8.000 points. La journée va se dérouler en l'ab-

sence de Wall Street, fermée en raison d'un jour férié au lendemain d'une séance sans grande variation, mais où le Nasdaq et le S&P 500 ont établi une fois de plus des records. La séance aura été marquée par le sacre de Nvidia (+3,51%), qui a dépassé Microsoft et Apple au classement mondial des sociétés pesant le plus lourd en Bourse.

Les investisseurs n'ont en plus pas beaucoup d'indicateurs à analyser. Principal événement de la journée, l'inflation britannique a ralenti à 2% sur un an en mai, atteignant donc l'objectif de la Banque d'Angleterre. Le chiffre est conforme aux attentes des analystes.

Par ailleurs, la Commission européenne doit ouvrir la voie mercredi à des procédures pour déficits publics excessifs contre une dizaine de pays de l'UE, dont la France.

"L'annonce d'aujourd'hui ne sera pas une surprise si elle a lieu, mais dans le cas de la France, la procédure risque de compliquer la gouvernance au lendemain des élections", soulignent les analystes de Deutsche Bank.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt français à 10 ans, l'échéance qui fait référence, restait stable autour de 3,16%.

L'écart avec son équivalent allemand (2,37%), qui montre la confiance des

investisseurs, bouge peu depuis le début de la semaine, après avoir atteint son plus haut niveau depuis plus de dix ans.

"Les investisseurs, en particulier les investisseurs étrangers, considèrent que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, n'aura que peu de marge de manœuvre budgétaire et sera donc contraint de tirer un trait sur les mesures économiques les plus dispendieuses", estime Christopher Dembik, conseiller en investissement chez Picet AM.

Société Générale se déleste encore

Le groupe bancaire Société Gén-

rale a annoncé mercredi "un accord exclusif" avec le groupe danois Ageras pour lui céder sa filiale Shine, néobanque spécialisée dans les services bancaires à destination des indépendants et des petites entreprises.

Société Générale avait mis la main sur Shine en 2020, sans donner de montant à l'époque, la presse ayant alors évoqué la somme de 100 millions d'euros.

L'action avançait de 0,11% à 22,45 euros, une performance un peu moins bonne que les deux autres banques du CAC 40 Crédit Agricole (+0,34% à 13,09 euros) et BNP Paribas (+0,24% à 59,60 euros).

ETATS-UNIS

La FED maintient ses taux inchangés, dans une fourchette de 5,25 à 5,50%

La Fed a sans surprise maintenu ses taux à leur niveau, mercredi lors de sa réunion, et pense les abaisser une seule fois en 2024, face au rebond de l'inflation du début d'année, et malgré de récents chiffres plus encourageants.

La banque centrale américaine (Fed) a laissé son principal taux directeur dans la fourchette de 5,25% à 5,50% dans laquelle il se trouve depuis juillet dernier, son plus haut niveau depuis plus de 20 ans. Le président de la Fed, Jerome Powell, donnera des précisions lors de la conférence de presse qu'il tiendra à 14h30 (18h30 GMT). Point d'orgue de la réunion, les responsables de la Réserve fédérale ont indiqué qu'ils pensent en moyenne abaisser les taux à une seule reprise cette année, tombant à 5,1% fin-2024. Sur les 19 membres du comité de politique monétaire (FOMC), quatre n'anticipent aucune baisse, sept en

voient une, et huit tablent sur deux. Mi-mars, lors de la dernière actualisation, les responsables de la Fed anticipaient trois baisses.

Une baisse des taux anticipée dès septembre au lieu de novembre

Mais depuis, un rebond de l'inflation les a incités à la prudence, pour éviter une nouvelle flambée des prix. Le mois d'avril avait toutefois connu une timide amélioration. Et en mai, l'inflation a ralenti à 3,3% sur un an contre 3,4% en avril, et même une absence de hausse des prix sur un mois, selon l'indice CPI de l'inflation, sur lequel sont indexées les retraites, et qui a été publié

mercredi matin, juste avant la reprise des débats à la Fed. Le FOMC a ainsi, dans son communiqué, fait état de "modestes progrès supplémentaires" vers son objectif de 2% d'inflation. Les responsables de la Fed ont toutefois révisé à la hausse leurs prévisions d'inflation pour 2024 et 2025, à 2,6% et 2,3%, quand ils tablaient sur 2,4% et 2,2% en mars, lors des précédentes prévisions. L'indice PCE, mesure que privilégie la Fed, est resté stable en avril à 2,7% sur un an. Les chiffres de mai seront publiés fin juin.

Les responsables de la Fed "ont besoin de voir un ralentissement sur plus d'un mois, montrant une trajectoire du-

rable vers (son objectif de) 2%, avant de réduire les taux cette année", avait averti Ruben Farooqi, chef économiste pour High Frequency Economics. En revanche, les chiffres encourageants de l'inflation publiés mercredi ont convaincu les acteurs du marché que la Fed commencerait à abaisser ses taux en septembre, et non en novembre, ce que beaucoup d'entre eux prévoyaient encore mardi. La Fed a confirmé ses prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) : 2,1% en 2024 et 2,0% en 2025. Quand au taux de chômage, la prévision reste identique pour cette année, à 4,0%, mais est un peu révisée pour 2025, à 4,2% contre 4,1%.

POUR LEURS DÉFICITS EXCESSIFS La Commission européenne épingle plusieurs pays, dont la France

Outre l'Hexagone, l'Union européenne vise aussi l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et Malte. La Commission européenne a ouvert la voie mercredi à des procédures pour déficits publics excessifs contre sept pays de l'UE, dont la France où les promesses de dépenses se multiplient à deux semaines d'élections législatives.

Outre la France, ces procédures «sont justifiées» pour l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et Malte, a estimé la Commission dans un communiqué. Ces pays, qui ont dépassé l'an dernier la limite de déficits publics fixée à 3% du Produit intérieur brut (PIB), devront prendre des mesures correctrices pour respecter à l'avenir les règles budgétaires de l'Union européenne, sous peine de sanctions financières.

DROITS DE DOUANE DE L'UE SUR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

La chine réplique avec une enquête visant l'UE

Pékin a annoncé l'ouverture "d'une enquête anti-dumping sur les importations de porc et de produits en provenance de l'Union européenne", quelques jours après la décision de Bruxelles d'imposer de nouveaux droits de douane sur les importations de véhicules électriques chinois.

La Chine a annoncé ce lundi avoir lancé une enquête anti-dumping sur les importations de porc et de produits à base de porc en provenance de l'Union européenne.

Le ministère du Commerce "a ouvert une enquête anti-dumping sur les importations de porc et de produits en provenance de

l'Union européenne", a-t-il indiqué dans un communiqué.

Cette mesure intervient quelques jours après la décision de l'UE d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les importations de véhicules électriques chinois.

"Comportement purement protectionniste"

L'UE a déclaré la semaine dernière qu'elle imposerait des droits de douanes supplémentaires sur les importations de véhicules électriques chinois à partir du mois prochain, à la suite d'une enquête antisubventions ouverte en septembre

2023. Les véhicules fabriqués dans les usines chinoises étaient jusqu'ici taxés à hauteur de 10% dans l'UE. Bruxelles prévoit d'y ajouter des droits compensateurs de 17,4% pour le fabricant chinois BYD, de 20% pour Geely et de 38,1% pour SAIC, au terme de près de neuf mois d'enquête.

Pékin avait alors immédiatement dénoncé "un comportement purement protectionniste" des Européens, via un communiqué du ministère du Commerce. La Chine avait averti qu'elle prendrait "toutes les mesures pour défendre fermement ses droits légitimes". En janvier, elle avait déjà ouvert une enquête anti-dumping sur les

brandys européens, dont le cognac français.

Lancée après une plainte de professionnels de l'alcool chinois, cette procédure est également considérée par les observateurs comme une mesure de rétorsion à l'enquête européenne sur les subventions aux voitures électriques produites en Chine, largement soutenue par la France.

La Chine, à l'occasion de la visite de son président Xi Jinping en France début mai, avait pourtant donné quelques gages à Paris en s'engageant à faciliter l'accès à certains produits français, dont les intstins de porc.

ARGENTINE

Le FMI approuve le débloquage d'une enveloppe de 800 millions \$

Le FMI approuve une enveloppe de 800 millions de dollars qui s'inscrit dans le cadre d'un accord de 44 milliards.

Cette validation intervient dans le cadre de réformes portées par le gouvernement de Javier Milei.

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé jeudi le débloquage d'une enveloppe de près de 800 millions de dollars destinée à l'Argentine,

dans le cadre d'un accord portant sur un montant total de 44 milliards.

"Le conseil d'administration a estimé que le programme était bien sur les rails, avec tous les critères de performance quantitative jusqu'à fin mars 2024 qui ont été atteints avec de la marge", a indiqué le FMI dans un communiqué.

Cette décision d'approuver la huitième revue du programme d'aide en cours avec Buenos Aires va porter le ver-

sement total déjà effectué dans le cadre de cet accord à plus de 41 milliards de dollars.

Le plus grand ajustement de l'histoire de l'humanité

"Le conseil a insisté sur le fait que consolider les progrès solides nécessitait d'améliorer la qualité de l'assainissement budgétaire, d'engager les démarches pour établir une feuille de route en vue de

l'amélioration de la situation monétaire et des changes, et de mettre en oeuvre un programme structurel", a poursuivi l'institution internationale.

Les réformes menées par le gouvernement argentin du président ultralibéral Javier Milei sont contestées par une partie de la population. Il a revendiqué avoir réalisé "l'ajustement le plus grand de l'histoire de l'humanité" depuis son entrée en fonction, le

10 décembre. Mais le pays reste confronté à une inflation record même si elle a continué de décélérer en mai, à 4,2% sur un mois, soit la plus basse en deux ans et demi. Elle reste en revanche écrasante sur un an, à 276,4%. Elle avait accéléré après la dévaluation du peso fin 2023. L'économie argentine devrait se contracter de 2,8% en 2024, selon les données du Fonds, après une récession de 1,6% enregistrée en 2023.

Voici le nouveau BMW X3, qui abandonne l'électrique

C'est déjà la quatrième génération de modèle pour la star mondiale des SUV premium. Elle se concentre sur les versions thermiques et hybrides rechargeables, puisqu'elle cohabitera bientôt avec un SUV entièrement électrique aux dimensions similaires.

Le tout premier BMW X3 a été lancé sur le marché en 2004, bien après le X5 (1999) et avant le X1 (2009). Il est vite devenu l'une des BMW les plus appréciées de la gamme, jusqu'à s'imposer comme le modèle le plus vendu dans le monde pour la marque à l'hélice. Inutile de préciser donc que la marque bavaroise n'a pas intérêt à se louper lorsqu'elle renouvelle son best-seller. Le X3 passe aujourd'hui à la quatrième génération de modèle (G97) et fait peau neuve. Sans surprise, il se rapproche du récent X1 de troisième génération dans le style (mais aussi du gros iX électrique). On vous laisse commenter ce design, et notamment celui de la partie arrière qui ressemble un peu moins des autres modèles de la gamme. Côté dimensions il mesure désormais 4,75 mètres de long, soit 34 mm de plus que l'ancien X3. Il est un peu plus gros que le Mercedes GLC (4,71 mètres) et l'Audi Q5 (4,66 mètres). L'intérieur se rapproche aussi des gros modèles électriques de la marque, avec le désormais traditionnel BMW Curved Display comprenant un combiné d'instrumentation de 12,3 pouces et un écran tactile central de 14,9 pouces. La planche de bord se veut assez minimaliste et il y a une climatisation tri-zones de série en plus d'un carnet d'options évidemment bien fourni.



Au registre de l'habitabilité, le nouveau X3 possède un coffre de 570 litres, ou seulement 460 litres pour la version hybride rechargeable à cause de ses batteries. La banquette arrière est de type 40 : 20 : 40 et permet, une fois rabattue, d'obtenir un coffre de 1 700 litres (ou 1 600 litres pour l'hybride à brancher).

Trois moteurs pour commencer

Au lancement, le BMW X3 de quatrième génération sera disponible en trois versions : l'entrée de gamme 20 xDrive, motorisé par un quatre cylindres essence turbo de 2,0 litres à hybridation légère 48 volts. Il revendique 190 chevaux et 310 Nm de couple, avec un 0 à

100 km/h abattu en 7,8 secondes et une vitesse de pointe de 215 km/h pour une consommation mixte comprise entre 6,9 et 7,6 l/100 km et des rejets de CO2 compris entre 156 et 172 g/km. Ce modèle pèse entre 1855 et 1930 kg sur la balance selon l'équipement.

La version hybride rechargeable X3 30e xDrive utilise lui aussi un quatre cylindres turbo essence de 2,0 litres de 190 chevaux, mais combiné à un moteur électrique de 184 chevaux permettant d'arriver à une puissance maximale combinée de 299 chevaux (et 450 Nm de couple).

Elle revendique un 0 à 100 km/h en 6,2 secondes, une vitesse de pointe de 215 km et moins de 1,2 litre aux 100 km en

consommation pour moins de 27 g/km de CO2. Avec ses batteries de 19,7 kWh de capacité, l'engin promet une autonomie maximale de 90 km dans sa version de pointe.

Quant à la masse, elle atteint 2 140 kg avec toutes les options.

Enfin, la version 50 xDrive reste fidèle au six cylindres en ligne turbo de 3,0 litres.

Il développe 398 chevaux et 580 Nm de couple, ce qui permet d'abattre le 0 à 100 km/h en 6,8 secondes et de toucher 250 km/h en pointe. Malgré son hybridation légère à 48 volts, il déclare entre 7,7 et 8,3 l/100 km et entre 175 et 189 g/km de CO2. La masse varie de 1980 à 2055 kg sur la balance.

L'Audi e-tron GT s'offre une mise à jour et 925 ch

La mise à jour de la Porsche Taycan ne pouvait que faire écho du côté d'Ingolstadt pour l'Audi E-tron GT. La superberline électrique aux quatre anneaux s'offre donc une mise à niveau technologique et une version Performance poussée à 925 ch.

Avec une telle cavalerie, cette Audi RS E-tron GT Performance établit un nouveau record en étant de loin la voiture de série la plus puissante de l'histoire de la marque. En pleine possession de ses électrons, elle vous transporte de l'arrêt à 100 km/h en 2,5 s à peine. Impressionnant, quand on sait que la Porsche Taycan Turbo GT, forte de 1034 ch, effectue le même sprint en 2,2 s. Ou comment préserver une certaine hiérarchie après les deux mises à jour respectives. Si vous n'avez pas besoin d'être aussi rapide, vous pouvez toujours opter pour la S E-Tron GT "de base" (679 ch) ou la RS E-tron GT (856 ch). Voilà donc pour le catalogue complet de l'E-tron GT. Toutes les versions sont équipées de moteurs synchrones à aimant permanent sur



les deux essieux, alimentés par une batterie de 105 kWh (97 kWh en net). L'augmentation de la puissance est principalement due à la plus grande densité énergétique des cellules (grâce à un meilleur refroidissement et à une composition chimique modifiée). En d'autres termes, la taille de la batterie n'a pas augmenté. La batterie a également perdu 9 kg - une pécadille au regard des 625 kg affichés sur la bascule - tout en étant capable de récupérer plus d'énergie. Si vous freinez, l'électronique permet de

régénérer jusqu'à 400 kW, au lieu de 290 kW précédemment. Il en va de même pour le chargeur rapide, dont la capacité de charge maximale est passée de 270 à 320 kW. Dans des conditions idéales (la nuance est d'importance), cela vous permettrait de recharger vos batteries de 10 à 80 % en 18 minutes. Un contexte optimal qui, fort logiquement, est également requis si vous voulez vous approcher de la nouvelle autonomie WLTP de 609 km.

Plus dynamique, plus confortable

De série, l'E-tron GT fait appel à des ressorts pneumatiques. Chaque soufflet dispose ainsi de deux chambres avec le même nombre de soupapes. Une modification qui devrait garantir un comportement plus dynamique sans sacrifier le confort. En option, vous pouvez également opter pour l'amortissement actif, qui tente de maintenir cette "Gran Turismo" le plus possible à l'horizontale lorsque vous prend l'envie d'apprécier au mieux un tracé

sinueux. Pour ceux qui préfèrent cette dernière option, les quatre roues directrices sont à nouveau disponibles, mais il faut les choisir dans la liste des options.

Une sportivité qui peut également être accentuée dans l'habitacle. Par exemple, par une garniture rouge sur le volant désormais aplati en haut et en bas (du moins si vous avez opté pour l'une des versions RS). Sinon, comme à l'extérieur, il s'agit de petites modifications de détail qui ajoutent surtout un peu de cachet à la E-Tron GT. Le gigantesque toit panoramique, qui peut être assombri en appuyant sur un bouton, souligne peut-être le plus cette soif de classe supplémentaire.

Et c'est tant mieux : après tout, la puissance et le luxe additionnels réclament un effort financier plus important. La S E-tron GT est désormais proposée à partir de 128.650 €, tandis que la RS E-Tron GT Performance réclamera un minimum de 165.560 €. Les commandes peuvent être passées dès maintenant, les premières livraisons étant prévues pour cet automne.

GPT-4 OBTIENT UN SCORE DE 54% AU TEST DE TURING

Quand les systèmes d'IA nous dupent

Meredith Whittaker, présidente de Signal, dénonce les « jeux rhétoriques » de l'UE pour masquer ses efforts visant à briser le chiffrement de bout en bout via son projet de « chat control », soit la surveillance des conversations.



Les modèles de langage ont fait d'énormes progrès ces dernières années et sont désormais capables de générer un contenu textuel souvent indiscernable de celui écrit par des humains. Deux chercheurs du Département des sciences cognitives de l'Université de Californie à San Diego, ont voulu savoir si deux d'entre eux, GPT-3,5 et GPT-4 ainsi qu'un programme de traitement du langage naturel des années 60, Eliza, pouvaient duper un humain, l'amenant à croire qu'ils étaient eux-mêmes un humain : le fameux Test de Turing. GPT-4 l'a passé avec brio, obtenant un score impressionnant de 54%.

Alan M Turing était un mathématicien britannique visionnaire, dont les travaux pionniers ont jeté les bases de l'informatique moderne et façonné le développement de l'intelligence artificielle. Le prestigieux Prix Turing, considéré comme le prix Nobel de l'informatique, a été créé pour lui rendre hommage. Il est notamment célèbre pour sa contribution décisive au décryptage du code allemand Enigma pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans son article "Computing Machinery and Intelligence", publié en octobre 1950, Alan M Turing proposait un "jeu d'imitation" visant à déterminer si une machine peut se faire passer pour un humain au cours d'une conversation textuelle. Si un interrogateur humain ne peut différencier la machine de l'humain dans plus de 30 % des cas au bout de cinq minutes d'interaction, la machine a réussi ce test, dénommé par la suite test de Turing.

Si Eliza, qui a été également évaluée lors de cette étude, n'y a pas été soumise, d'autres programmes informatiques ont été déclarés comme ayant réussi le test de Turing ou des variantes de celui-ci. En 1970, Parry, un programme créé par Kenneth Colby, qui se faisait passer pour un patient schizo-

phrène paranoïaque, a réussi à tromper certains experts en psychiatrie. Il est considéré comme une étape importante dans le domaine de la simulation de comportements humains complexes et le précurseur des chatbots que nous connaissons aujourd'hui.

Vladimir Veselov, Eugene Demchenko et Sergey Ulasen ont développé en 2001 un agent conversationnel, Eugène Goostman, prétendant être un garçon ukrainien de 13 ans. En 2014, lors d'un concours à l'Université de Reading, Eugene Goostman a trompé 33% des juges en leur faisant croire qu'il était humain, ce qui a été présenté comme un passage du test de Turing. Cependant, cette assertion a suscité des débats sur la définition précise et les critères du test.

GPT-4 passe le test de Turing avec succès

Dans leur étude intitulée "People cannot distinguish GPT-4 from a human in a Turing test", Benjamin K. Bergen, chercheur principal au laboratoire de langage et cognition de l'UC et Cameron R. Jones, qui y est doctorant, ont évalué 3 systèmes d'IA (ELIZA, GPT-3.5 et GPT-4) dans un test de Turing randomisé, contrôlé et préenregistré. Les chercheurs ont recruté 500 participants sur la plateforme en ligne Prolific qui ont été répartis de manière aléatoire en cinq groupes distincts. Le premier avait pour mission de démontrer à ses interlocuteurs qu'il était réellement un humain, les quatre autres de déterminer après une conversation de cinq minutes, s'ils avaient interagi avec un humain ou un système d'IA.

Les chiffres de l'étude

Seulement 22 % des participants ont cru qu'ELIZA était humain. Ce programme informatique historique développé par Joseph Weizenbaum entre

1964 et 1966 simule une conversation de psychothérapeute, ses réponses sont prédéfinies en utilisant des mots-clés dans les interactions avec les patients. GPT-3,5 a obtenu un score plus qu'honorable avec 50%, mais GPT-4 l'a surpassé avec 54%. Ils sont toutefois en deçà du groupe humain qui a réussi à convaincre les autres participants à l'étude qu'il était bien un humain (67%).

Implications

Pour les chercheurs, les résultats suggèrent que les facteurs stylistiques et socio-émotionnels sont plus déterminants pour la réussite du test de Turing que les notions traditionnelles d'intelligence. La manière dont une IA communique, son style et sa capacité à gérer les aspects émotionnels des conversations jouent donc un rôle crucial dans la perception de son humanité.

Ces résultats alimentent les débats sur ce qui constitue réellement l'intelligence artificielle. Si une IA peut être perçue comme humaine sans atteindre une intelligence générale équivalente à celle des humains, cela soulève des questions sur les critères d'intelligence et de conscience.

D'autre part, ils suggèrent que la tromperie des systèmes d'IA actuels pourrait passer inaperçue, entraînant des risques de mésinformation et de manipulation. D'ailleurs, une récente étude de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) a mis en lumière le pouvoir de persuasion des grands modèles de langage (LLM) lors des interactions en ligne. Les chercheurs ont démontré que lorsqu'on fournissait des informations personnelles à GPT-4 sur son interlocuteur, le modèle adaptait ses arguments de façon bien plus efficace qu'un être humain pour le faire changer d'avis.

ELLES CACHENT DES MALWARES

Attention à ces pop-up d'erreur de navigateur et de logiciels Microsoft

Gardez-vous des pop-up d'erreur Google Chrome, Word ou OneDrive ! Derrière ces faux avertissements se cachent en réalité des scripts malveillants visant à vous arnaquer. Pour éviter de tomber dans le piège, mieux vaut rester vigilant. De nouvelles campagnes de distribution de logiciels malveillants exploitent une ingénierie sociale très rodée. Les hackers n'hésitent pas à afficher de fausses erreurs Chrome, Word ou OneDrive pour vous inciter à exécuter de prétendus « correctifs ». Mais ces soi-disant solutions ne font qu'installer des virus, des chevaux de Troie ou des logiciels malveillants en tout genre sur votre ordinateur. Cette tactique pernicieuse mise sur la crédulité des internautes pour les bernier. Sale temps pour le navigateur phare du Web, ciblé au début du mois de juin par un cheval de Troie caché dans une fausse mise à jour, et pas moins de 5 failles de sécurité, heureusement corrigées depuis le début 2024.

Google Chrome, OneDrive et Word ciblés par les hackers

Cette nouvelle campagne de cyberattaque a déjà séduit de nombreux pirates informatiques. Tous les acteurs malveillants s'y sont mis, du désormais célèbre gang ClearFake aux distributeurs de spam TA571. Mais s'ils sont tous différents, ils ont un point commun : leurs cibles et leurs méthodes. En l'occurrence, exploiter les failles de sécurité des navigateurs web, en particulier de Google Chrome, pour mieux vous arnaquer. Le piège s'ouvre grand lorsque vous visitez un site piraté qui affiche une superposition d'avertissements. « Une mise à jour défectueuse de Chrome doit être corrigée » ou « L'extension Word Online n'est pas installée », voilà le genre de messages trompeurs qui s'affichent. Pour vous convaincre, ils vont même jusqu'à pousser le vice de la copie des codes d'erreur officiels comme « Error 0x8004de86 ». Mais parce que les hackers se font avant tout passer pour des sauveurs, ces pop-up menaçantes vous demandent d'exécuter un « correctif » censé résoudre le problème. Dans les faits, ce patch est écrit en langage PowerShell, l'utilitaire fourni par Microsoft. En l'exécutant, vous permettez au script malveillant de s'installer et prendre le contrôle de votre machine. Vous devenez le bras armé de vos bourreaux. ClearFake, l'un des groupes de hackers les plus actifs, pirate ainsi vos données personnelles tout en déployant un cheval de Troie ravageur. Une fois dans la place, les dégâts peuvent être terribles : vol de mots de passe, arnaques au presse-papiers, minage de cryptomonnaies... Vous connaissez la chanson.

Comment déjouer ces pop-up malveillantes au quotidien sur le Web ?

Heureusement, il existe des parades pour éviter de se faire avoir par ces attaques d'ingénierie sociale de plus en plus perfectionnées. Commencez par vous méfier de toutes les pop-up incitant à exécuter du code, en particulier avec PowerShell ou la commande Exécuter de Windows. Dans le doute, n'entrez surtout aucune information ! Même si les messages d'erreur semblent officiels, rappelez-vous qu'aucun éditeur légitime ne vous demandera d'exécuter un script aussi facilement. Autre conseil de pro : ne cliquez jamais sur un bouton « Correctif » ou « Comment réparer » s'affichant par-dessus une page web. Ces overlays sont le mode opératoire favori des hackers de ce type de campagne. Pour aller plus loin, vous pouvez installer un bloqueur de publicités pour neutraliser ces fenêtres issues du code malveillant incrusté. Enfin, gardez vos navigateurs et logiciels à jour pour corriger les dernières failles de sécurité. Un coup d'avance qui pourra vous éviter de lourds désagréments !

Mots fléchés

Navires Relatif aux vaisseaux sanguins	Peinture religieuse	Augmentation	Espace infini Anéantir	Donner une courbure Petite route	Pas grandes	Quantités précises Administrer
					Autre moi Fibre textile	
Mascarade	Excitation sexuelle	Métiers				
				Sombre		
Un sens Clair		Astate Lac des Pyrénées	Inflam- mations des oreilles			
		Prénom allemand Monnaie roumaine		Bramer Elancé		Commen- cement
Ile italienne	Bon dormeur Diminuer		Sélénium Bison d'Europe		Exclu	Foyer de cheminée
		Création			Argon Retire	
H2O Lettre grecque		Territoire du Caucase (trois mots)	Note de musique Grande ouverte		Montée Pièce de tissu	
		Volatile	Hâbleur Fin de messe			
Luttèrent	Clone Folle			Enlevée Voie ferrée		Jugement d'estime
					Fromage corse	Grand lac américain
Estimée Coiffure			Peu	Entraver		
			Abri du lièvre Prénom féminin		Vieille colère	
Nouveau disque	Ascendant			Résidu	Désir Sillon	
	Affluent du Congo Issu léger			Nazi	Général confédéré	
Note de musique Invention		Coup à la boxe			Société anonyme	Glorifié
		Ronge Atome		Précieux métaux Pieu aiguisé		Largeur d'étoffe
Célèbre chien	Sable mouvant Égouttoir		Implora Petite quantité		Auteur de rumeurs Connu	
			Grand coffre		Jus comestible	
Fissuré				Transpiration		

6 morts et 321 blessés en 24 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 321 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus dans plusieurs régions du pays, durant les dernières 24 heures coïncidant avec le troisième jour de l'Aïd El Adha, selon un bilan rendu public mercredi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tébessa, avec deux (02) personnes décédées et sept (07) autres blessées, suite à deux (02) accidents de la circulation, et dans la wilaya de Tiaret avec deux (02) décès et six (06) blessés, suite à une collision entre deux (02) véhicules sur la RN N 14, commune de Sabaine, daïra de Mahdia, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus suite au décès de trois (03) personnes par noyade, dont deux (02) survenus en mer et le dernier dans un oued.



MÉTAUX PRÉCIEUX

Le prix de l'or en hausse

Le prix de l'or a légèrement augmenté mercredi alors que les prévisions sur une réduction des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine cette année augmentent l'attrait du métal jaune. L'or au comptant était en hausse de 0,1% à 2 331,17 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont baissé de 0,1% à 2 345,60 dollars. Les données publiées mardi ont montré que les ventes au détail américaines ont à peine augmenté en mai, suggérant que l'activité économique est restée terne au deuxième trimestre. La baisse des rendements du Trésor dans la nuit et les mouvements modérés autour du dollar américain après une lecture décevante des ventes au détail américaines semblent offrir une marge de manœuvre pour un certain soulagement dans le métal jaune, estiment des observateurs. Le prix de l'or est entré dans une phase de consolidation après avoir atteint un record de 2.449,89 dollars le 20 mai. Le 7 juin, des données ont montré que la banque centrale chinoise avait interrompu ses achats d'or pour ses réserves en mai, après 18 mois d'achats, ce qui a entraîné la plus forte baisse journalière de l'or depuis novembre 2020. "Les achats d'or par les banques centrales ont marqué un temps d'arrêt en mai et toute poursuite de cette tendance pose un risque pour le rythme de la hausse du prix de l'or", estiment les analystes. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant était en baisse de 0,1% à 29,49 dollars l'once, le platine a augmenté de 0,1% à 973,86 dollars et le palladium a gagné 0,2% à 888,91 dollars.

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Le retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles se poursuit

L'opération de retrait des formulaires de souscription des signatures individuelles par les prétendants à la candidature à l'élection présidentielle anticipée du 7 septembre prochain se poursuit au niveau du siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) à Alger. Selon le dernier bilan présenté par le président de l'ANIE, Mohamed Charfi, quatorze (14) prétendants à la candidature à cette importante échéance électorale se sont présentés au siège de l'Autorité indépendante pour retirer près d'un (1) million de formulaires de souscription des signatures. Pour faciliter l'opération de retrait des formulaires de souscription, l'ANIE a pris toutes les mesures nécessaires, en veillant à répondre, séance tenante, aux demandes des postulants et de leurs représentants. Les fiches de souscription sont dotées d'un numéro de série et sont répertoriées au niveau de l'ANIE au nom du postulant afin de barrer la route à toute tentative de fraude. De plus, elles sont suivies au jour le jour grâce à une application informatique.

Depuis le début de l'opération le 9 juin 2024, des formulaires ont été retirés par des postulants au nom de partis politiques ou en tant qu'indépendants, sachant que les prétendants à la candidature ou leurs représentants peuvent se présenter directe-

ment au siège de l'ANIE, munis des documents justificatifs (lettre d'intention de candidature adressée au président de l'ANIE, reçu de dépôt de la caution, photo récente, copie de la carte d'identité nationale et une autorisation au bénéfice du représentant du candidat) ou prendre rendez-vous pour retirer les formulaires de souscription des signatures individuelles via la plateforme de l'ANIE.

Aux termes de l'article 250 de l'ordonnance 21-01 portant loi organique relative au régime électoral, le prétendant à la candidature à l'élection présidentielle est tenu au dépôt d'une caution de 250.000 DA auprès du Trésor public. Parallèlement au retrait des formulaires de souscription des signatures, le postulant doit déposer sa déclaration de candidature, au plus tard, dans les quarante (40) jours qui suivent la publication du décret présidentiel portant convocation du corps électoral (article 251 de la loi organique relative au régime électoral). L'Autorité indépendante statue sur la validité des candidatures à la Présidence de la République par décision dûment motivée, dans un délai, maximum, de sept (7) jours, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature (article 252). La décision de l'Autorité indépendante est immédiatement notifiée à l'intéressé. En cas de rejet, il peut introduire un recours au-

près de la Cour constitutionnelle dans un délai, maximum, de quarante-huit (48) heures qui suivent l'heure de la notification.

L'ANIE transmet à la Cour constitutionnelle ses décisions relatives aux candidatures accompagnées des dossiers des candidats dans un délai n'excédant pas les vingt-quatre (24) heures, à compter de la date de l'annonce de ses décisions. La Cour constitutionnelle valide, par décision, la liste définitive des candidats à l'élection du président de la République, y compris les recours, dans un délai, maximum, de 7 jours, à partir de la date de transmission de la dernière décision de l'Autorité indépendante.

Aux termes de l'article 253 de ladite loi, le candidat doit présenter soit une liste comportant, au moins, six cent (600) signatures individuelles de membres élus d'Assemblées populaires communales, de wilayas ou parlementaires et réparties, au moins, à travers vingt-neuf (29) wilayas, soit une liste comportant cinquante mille (50.000) signatures individuelles, au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent être recueillies à travers, au moins, vingt-neuf (29) wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à mille deux cents (1.200).

MDN

Les jeunes nés avant le 1^{er} janvier 1995 non encore incorporés dispensés des obligations du service national

Le ministère de la Défense nationale a annoncé, mercredi dans un communiqué, que les jeunes citoyens nés avant le 1 janvier 1995, non encore incorporés, sont dispensés des obligations du service national. "Conformément aux dispositions du décret présidentiel 24-184 du 11 juin 2024 portant dispense des citoyens assujettis aux obligations du service national, décidée par Monsieur le président de la République, Chef su-

prême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le ministère de la Défense nationale porte à la connaissance des jeunes citoyens nés avant le 1 janvier 1995, non encore incorporés, qu'ils sont invités à se rapprocher des structures du service national dont ils relèvent, pour satisfaire aux formalités administratives inhérentes à cette opération, munis d'une copie de la carte d'identité nationale et de deux photos d'identité", note la

même source. Ainsi, le calendrier de passage des citoyens concernés au niveau des structures du service national est fixé suivant le mois de naissance et s'établit comme suit : - Les personnes nées en janvier (du 30 juin au 4 juillet 2024) - Les personnes nées en février (du 7 au 11 juillet 2024) - Les personnes nées en mars (du 14 au 18 juillet 2024) - Les personnes nées en avril (du 21 au 25 juillet 2024) - Les personnes nées en mai (du 28 juillet

au 1er août 2024) - Les personnes nées en juin (du 4 au 8 août) - Les personnes nées en juillet (du 11 au 15 août 2024) - Les personnes nées en août (du 18 au 22 août 2024) - Les personnes nées en septembre (du 25 au 29 août 2024) - Les personnes nées en octobre (du 1er au 5 septembre 2024) - Les personnes nées en novembre (du 8 au 12 septembre 2024) - Les personnes nées en décembre (du 15 au 19 septembre 2024).

ONU

Les réfugiées ont besoin de la solidarité du monde entier

Les personnes réfugiées ont besoin de la solidarité du monde entier et doivent pouvoir reconstruire leur vie dans la dignité, souligne le Secrétaire Général des Nations-Unies, Antonio Guterres. Dans son message marquant la Journée mondiale des réfugiés, célébrée le 20 juin de chaque année, M. Guterres appelle à "rendre hommage à la force et

au courage de chacune de ces personnes, et s'engager à en faire plus pour les protéger et les accompagner à chaque étape de leur voyage". Selon l'ONU, les derniers chiffres montrent que plus de 120 millions de personnes sont en situation de déplacement forcé à travers le monde, dont 43,5 millions de personnes réfugiées. "Les conflits, le chaos climatique et

les crises forcent un nombre record de personnes à quitter leur foyer et causent de profondes souffrances humaines", ajoute le chef de l'ONU dans son message. En outre, lorsqu'on leur en donne la possibilité, note M. Guterres, les personnes réfugiées apportent énormément à leur communauté d'accueil, "mais il leur faut pour cela bénéficier de l'égalité

des chances et avoir accès à un emploi, à un logement et à des services de santé", rappelant à l'occasion, que les généreux pays d'accueil, pour la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire, "ont besoin de soutien et de ressources pour intégrer pleinement les personnes réfugiées dans leurs sociétés et leurs économies".